

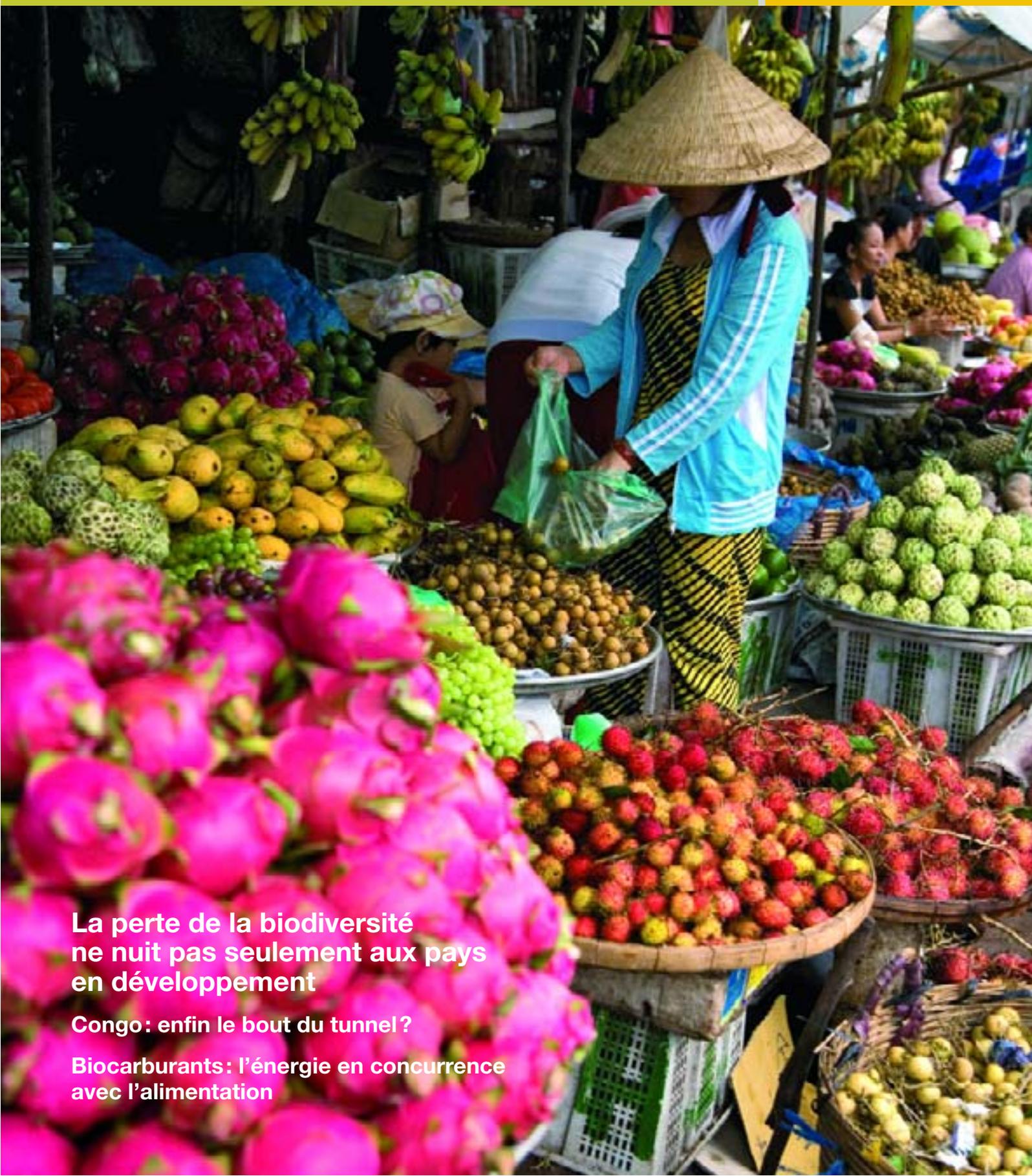
Eine Welt Un solo mondo Un seul monde



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

N° 2 / JUIN 2008
LE MAGAZINE DE LA DDC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA COOPÉRATION
www.ddc.admin.ch



**La perte de la biodiversité
ne nuit pas seulement aux pays
en développement**

Congo: enfin le bout du tunnel?

**Biocarburants: l'énergie en concurrence
avec l'alimentation**

DOSSIER



BIODIVERSITÉ

L'érosion génétique, une menace pour l'alimentation

La variété génétique des plantes cultivées et des animaux d'élevage diminue rapidement depuis des années. Cette érosion a des conséquences au niveau mondial.

6

Les savoirs anciens sauveront l'agriculture

Entretien avec Tewelde Berhan Gebre Egziabher, ministre éthiopien de l'environnement

12

Un tubercule plein de ressources

Le Centre international de la pomme de terre, à Lima, et la DDC jouent un rôle important dans la marche conquérante de la pomme de terre

14

Le Laos à la carte

Des géographes de l'Université de Berne, mandatés par la DDC, élaborent un atlas socio-économique du Laos

24

FORUM



Quand il faut choisir entre manger et conduire

Toujours plus de terres arables sont mobilisées pour la culture de plantes alimentaires destinées à la production de biocarburants. Les pauvres et l'environnement en pâtissent.

26

Premier voyage

L'écrivaine haïtienne Évelyne Trouillot évoque « une vie qui n'offre aucune once de bonheur, nul coin où attendre que s'arrête la déveine »

29

HORIZONS



Congo: enfin le bout du tunnel?

Après trois décennies sous la férule de Mobutu et sept ans de guerre civile, les citoyens de la République démocratique du Congo ont pu faire usage de leurs droits démocratiques

16

L'interminable traversée de Kinshasa

Désiré Baere Pene-Yanganya raconte l'aventure qui consiste à se déplacer dans la capitale congolaise avec les transports en commun

20

DDC

Les toilettes, une évidence? Loin de là!

Beate Wilhelm, vice-directrice de la DDC, commente le fait que 40% de la population mondiale est privée d'installations sanitaires

21

Les sans-abri construisent leur avenir

Dans son aide à la reconstruction des régions du Pakistan ravagées par un séisme, la DDC applique une approche novatrice

22

CULTURE



Un jardin dans la poche

Les livres du Sud ont de la peine à percer sur le marché européen. Ils se heurtent aux préjugés, au manque de moyens et à des éditeurs allergiques au risque.

30

Éditorial	3
Périscope	4
DDC interne	25
Au fait, qu'est-ce que le <i>mainstreaming</i> ?	25
Service	33
Impressum	35

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.



Accumuler des richesses ne coupe pas la faim

Au même titre que la lutte contre les effets néfastes du réchauffement climatique, la protection de la biodiversité est devenue une nécessité pour garantir, à long terme, la qualité de vie sur notre planète. Les dangers qui la menacent sont nombreux et, dans le règne végétal comme dans le règne animal, des centaines d'espèces ont disparu à tout jamais. La prise de conscience de ces risques doit se faire à l'échelon international, dans les pays industrialisés comme dans ceux en développement. Des politiques, des scientifiques tirent la sonnette d'alarme et expliquent pourquoi il est urgent d'agir.

En février dernier, dans un archipel situé à un millier de kilomètres du pôle Nord, la Norvège a inauguré une arche de Noé des temps modernes. Celle-ci est destinée à abriter les semences de diverses espèces végétales de la planète et à les protéger contre le changement climatique, les guerres, les catastrophes naturelles et les divers fléaux que l'humanité s'ingénie à engendrer. Protéger, c'est bien; éviter de détruire, c'est encore mieux. Ce constat est une évidence. Et pourtant: sous la pression de l'industrie agro-alimentaire, parce qu'il faut sans cesse augmenter les rendements, parce que de moins en moins d'agriculteurs doivent produire toujours davantage pour une population mondiale en forte croissance, l'homme cultive de moins en moins d'espèces. Seules les plus rentables sont utilisées; les autres peu à peu abandonnées.

On en arrive même à des paradoxes, pour ne pas dire des aberrations. Un exemple parmi d'autres: pour lutter, à juste titre, contre les émissions de gaz à effet de serre, on produit des biocarburants à base de végétaux. Conséquence: d'immenses surfaces arables sont perdues pour les cul-

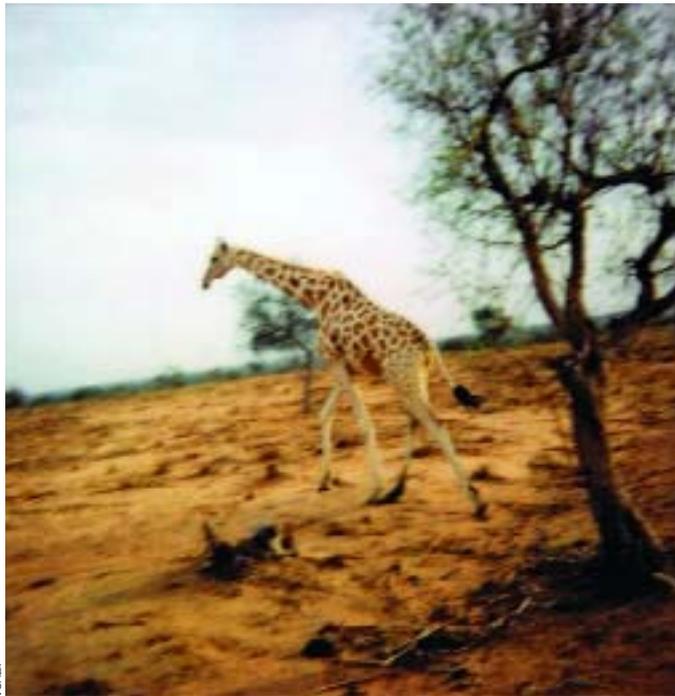
tures vivrières. Le prix des céréales comestibles augmente et les problèmes alimentaires s'aggravent en même temps que les espèces se raréfient.

En fonction de ses moyens, le plus souvent avec ses partenaires locaux des pays en développement, la DDC s'engage résolument en faveur du maintien de la biodiversité. Elle investit 40 millions de francs par année, répartis sur plusieurs dizaines de projets, dans des régions défavorisées, isolées et éloignées des grands centres urbains. Elle aide les paysans à maintenir la diversité de leurs cultures et à réintroduire d'anciennes variétés oubliées. En œuvrant de la sorte, elle leur permet non seulement de continuer à vivre sur la terre qui les a vus naître, la terre de leurs ancêtres; mais elle leur fournit aussi l'occasion de générer des revenus supplémentaires et la possibilité d'accéder aux marchés locaux. Leur bénéfice est donc double.

Dans l'interview qu'il nous a accordée, le ministre éthiopien de l'environnement explique pourquoi la sauvegarde de la biodiversité est capitale, dans les pays africains plus encore qu'ailleurs. La sacrifier au profit de cultures intensives destinées à l'exportation ne servirait à rien d'autre qu'à engranger de modestes avantages pécuniaires, des profits à court terme. Grave erreur: l'argent n'a jamais coupé la faim à personne.

Jean-Philippe Jutzi
Chef suppléant médias et communication DDC

Périscope



V. Uffert

Des girafes sauvées in extremis

(jls) En Afrique occidentale, les girafes ont été décimées par le braconnage, la sécheresse et la déforestation. Les derniers troupeaux vivent dans la région de Kouré, au Niger, à une centaine de kilomètres de la capitale. En 1996, ils ne comptaient plus que cinquante têtes. En dix ans, ce nombre a triplé, grâce aux efforts déployés par les habitants. Avec l'appui de donateurs européens, ceux-ci ont en effet reconstitué la brousse tigrée, l'habitat de prédilection des girafes, plantant des acacias arbustifs dont elles apprécient particulièrement les feuilles. Les braconniers sont systématiquement dénoncés. Désormais sans prédateurs, les girafes se promènent tranquillement et vivent en parfaite harmonie avec la population. De plus en plus de visiteurs viennent les observer. Les recettes de cet écotourisme sont partagées entre 45 villages. Elles financent divers travaux, tels que l'entretien des routes ou la construction d'écoles, et servent à indemniser les paysans lorsque les girafes mangent certaines de leurs cultures.

Chaud ou froid grâce à la «thermo-acoustique»

(bf) Des chercheurs de quatre universités britanniques se sont donné cinq ans pour développer un appareil révolutionnaire qui servira à la fois de cuisinière, de réfrigérateur et de générateur. À cette fin, ils ont constitué un consortium international, qui réunit également une multinationale d'équipements électriques, un organisme philanthropique ainsi que diverses universités d'Afrique et d'Asie. Selon Paul Riley, de l'Université de Nottingham, qui dirige le projet,

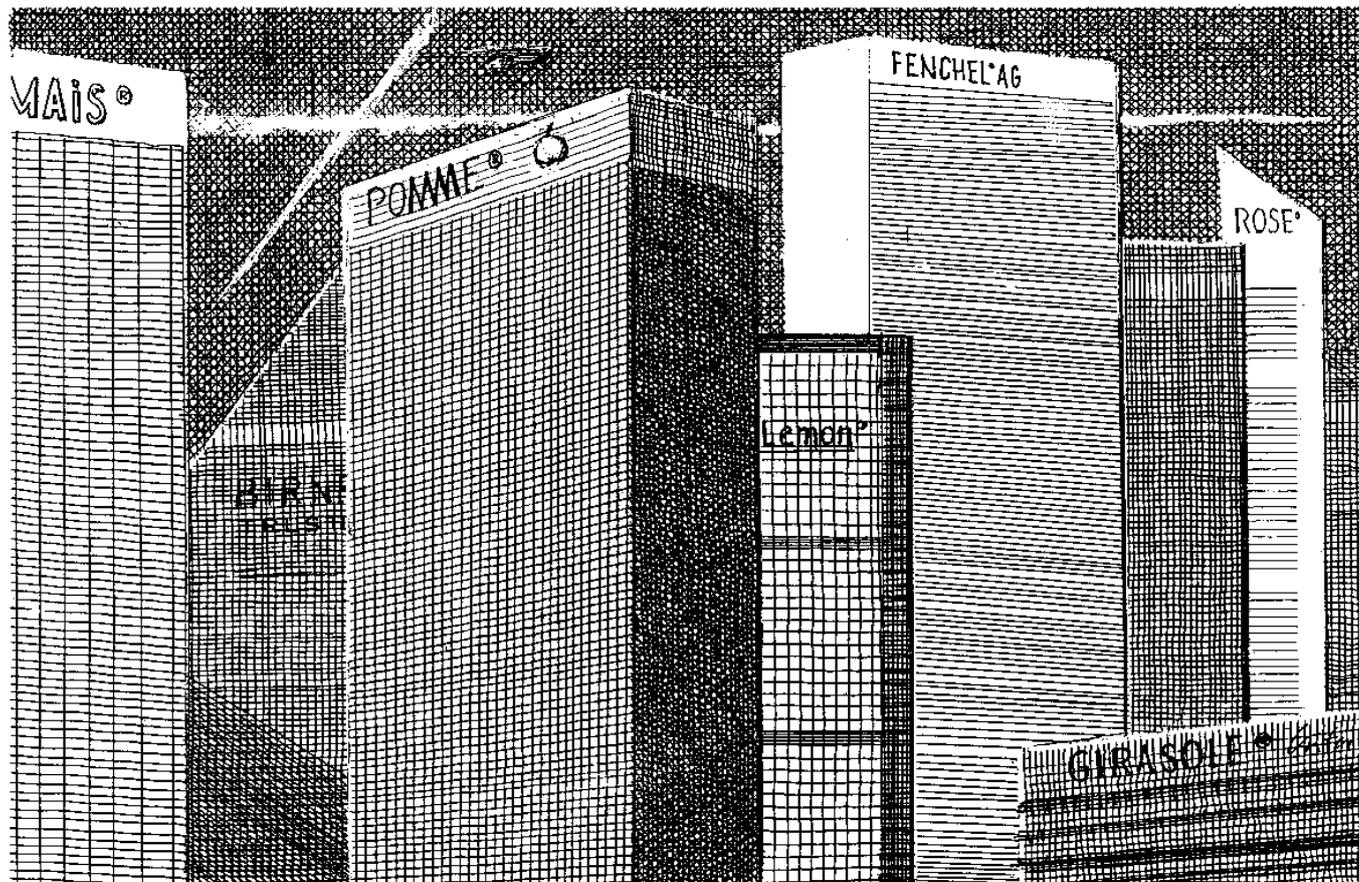
ce poêle nommé Score (Stove for cooking, refrigeration and electricity) contribuera à réduire la pauvreté. Il devra être économique, efficace, facile à utiliser et acceptable sur le plan social. De petites entreprises locales participeront également à l'opération. Le Score utilisera la technologie dite thermo-acoustique : la chaleur générée par la combustion de bois dans le fourneau produit des ondes sonores, qui sont converties en courant électrique ; celui-ci est ensuite utilisé pour faire fonctionner le réfrigérateur ou d'autres équipements domestiques.

Langues en voie de disparition

(bf) Sur les 7000 langues aujourd'hui parlées sur la planète, près de la moitié ne survivront pas à ce siècle. L'avertissement des spécialistes est clair : tous les quinze jours, l'une d'elles cesse définitivement d'être utilisée. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, ce ne sont pas les langues indigènes des pays en développement qui sont les plus menacées. Celles-ci sont en effet protégées, car les grandes langues internationales n'ont pas (encore) pénétré partout. Les scientifiques ont ainsi découvert qu'une langue secrète d'Amérique latine, utilisée dans la médecine tradi-



Penny Tweedie/leif



Dessin de Martine Leifer

La biodiversité

tionnelle, et quelques langues parlées uniquement par de petites minorités perdureront par-delà les siècles. Aussi étonnant que cela puisse paraître, le risque de disparition menace surtout des langues parlées dans le nord de l'Australie, sur la côte nord-ouest des États-Unis, dans l'est de la Sibérie, dans les États américains de l'Oklahoma, du Nouveau-Mexique et du Texas, ainsi qu'en Amérique centrale.

Une assurance-maladie abordable

(bf) Le succès planétaire de la microfinance a donné des idées à d'autres secteurs. Tout comme l'accès au microcrédit améliore les conditions de vie des populations pauvres, des assurances-maladie à prix modique peuvent éviter à des individus ou à des familles de tomber sous le seuil de pauvreté en cas de maladie. Autre

avantage : les organisations qui proposent des microassurances-maladie – à des tarifs toutefois encore trop élevés – assument en général d'importantes tâches au service de la société : elles proposent notamment des cours sur l'hygiène et les maladies, et contrôlent le marché des soins. En collaboration avec des universités du Ghana, du Malawi et du Botswana, l'Université de Cologne passera deux années à suivre et à analyser les micro-assurances-maladie dans les trois pays concernés. Les connaissances ainsi réunies contribueront à réduire les coûts. Elles permettront également aux universités partenaires d'élaborer un standard commun, afin de garantir la qualité de tels produits.

Dessalée sous le soleil

(bf) Pour pallier le manque d'eau dans les régions arides et semi-

arides d'Afrique et d'Asie, de grandes installations industrielles devraient transformer l'eau de mer en eau potable. L'idée n'a rien de nouveau en soi, puisque de telles stations fournissent déjà quotidiennement 50 millions de mètres cubes d'eau aux villes côtières du Proche-Orient. Le problème, c'est que cette technologie est complexe, gourmande en énergie et inadaptée à des pays mal équipés en infrastructures. L'Institut Fraunhofer pour les systèmes d'énergie solaire (ISE), à Fribourg en Brisgau, vient de mettre au point des installations décentralisées de dessalement qui fonctionnent à l'énergie solaire. Reposant sur le principe de la distillation membranaire, ces stations transforment l'eau de mer ou saumâtre en eau potable de qualité. Existant en deux tailles différentes, elles peuvent produire



Fraunhofer ISE

plusieurs mètres cubes d'eau potable par jour. Le prix d'un mètre cube (1000 litres) avoisinera les 10 euros. Selon les chercheurs de l'ISE, un tel système sera très vite rentable, si l'on songe à ce que les gens paient aujourd'hui pour acheter la même quantité d'eau minérale ou de boissons sucrées.



L'érosion génétique, une menace pour l'alimentation

Cela fait des années que la biodiversité régresse à toute vitesse dans l'agriculture. On essaie aujourd'hui de combattre cette tendance par différents moyens. En effet, si la variété génétique des plantes cultivées et des animaux d'élevage devait disparaître définitivement, notre existence même serait menacée. De Gabriela Neuhaus.

Le plus grand congélateur du monde a été inauguré le 26 février 2008 sur l'île de Spitzberg, en Norvège. Enfoui au cœur d'une montagne, il est protégé par la masse de grès et le permafrost. Un tunnel de 120 mètres conduit à des chambres fortes, dans lesquelles on conservera bientôt à une température de -18°C des millions de semences de plantes vivrières. Comme l'arche de Noé qui sauva du déluge les animaux de la création, cette banque végétale a pour but d'assurer la pérennité des ressources génétiques des espèces cultivées – donc la survie de l'humanité – en cas de catastrophe.

Mais même sans désastre majeur, la protection et le maintien de la biodiversité sont devenus indispensables pour l'agriculture mondiale et pour notre alimentation. Cela fait des millénaires que l'on sélectionne les plantes vivrières et les animaux de rente, en tirant parti de leur patrimoine génétique; ces croisements successifs ont créé des multitudes de races et de variétés. On estime qu'au cours des 12000 dernières années, les agriculteurs ont cultivé plus de 7000 espèces végétales destinées à l'alimentation humaine, lesquelles ont donné à leur tour d'innombrables variétés qui possèdent leur propre bagage génétique.

Plus de rendements – moins de diversité

Cette biodiversité agricole (ou agrobiodiversité) issue d'une longue évolution est aujourd'hui menacée: beaucoup d'espèces ont déjà disparu, quantité de variétés végétales ne sont plus cultivées, d'anciennes races animales sont en voie d'extinction. La mondialisation galopante et la pression croissante sur les ressources naturelles ne laissent une

chance de survie qu'aux espèces considérées comme rentables. De nos jours, il ne reste plus qu'une quinzaine d'espèces végétales et huit animales pour nourrir 90 pour cent de la population mondiale. Les trois principales céréales – riz, maïs et blé – couvrent à elles seules la moitié des besoins alimentaires. Cette évolution est étroitement liée à l'industrialisation et à la pression qui en résulte sur l'agriculture: la paysannerie voit ses rangs s'éclaircir rapidement; pourtant, elle doit nourrir une population sans cesse croissante, et cela avec des surfaces cultivables qui rétrécissent comme peau de chagrin.

La nécessité d'augmenter l'efficacité a fait naître au cours du 20^e siècle une multitude de centres de recherche et de sociétés agricoles privées qui développent des semences. Celles-ci sont ensuite données ou vendues aux producteurs. Pour obtenir les améliorations voulues, on s'est concentré sur la création de variétés rentables et susceptibles d'être cultivées également à l'échelle industrielle. Cette stratégie s'est avérée payante: la plupart des producteurs, surtout en Europe et en Amérique du Nord, se procurent leurs semences auprès de l'agro-industrie, dont les variétés sont protégées par des droits de propriété intellectuelle. Mais lorsque les paysans renoncent à cultiver leurs propres variétés, il en résulte irrémédiablement une perte de biodiversité.

La Révolution verte des années 60 et 70 a eu des effets analogues en Asie: des semences améliorées, mises au point grâce à des recherches intensives, ont permis d'accroître massivement les rendements à l'hectare et d'éviter des famines. Le revers de la médaille, c'est que ces nouvelles variétés sont des-

La préservation de la biodiversité est vitale pour l'humanité toute entière, comme le montrent ces illustrations : la banque de gènes du Spitzberg (Norvège), recherche sur le riz au Viêt-nam (en bas à gauche), un institut de biotechnologie en Inde (en bas à droite), petits paysans dans des pays en développement (page suivante)



Mar Telle/Global Crop Diversity Trust



Chris Stowers/Planos/Stratex



Paul Hahn/istf

Agrobiodiversité

Le terme d'agrobiodiversité désigne la diversité biologique nécessaire pour assurer la pérennité de la production alimentaire, de même que celle des écosystèmes agricoles. Ce foisonnement de vie inclut les ressources génétiques des variétés de plantes cultivées, des races de bétail, des espèces de poissons ainsi que les ressources non domestiquées à l'intérieur des différents écosystèmes – champs, forêts, pâturages, milieu aquatique. L'agrobiodiversité comprend également les éléments de cette diversité biologique qui rendent des « services écologiques », comme le maintien du cycle alimentaire, le contrôle des parasites et des maladies, la pollinisation, la sauvegarde de la faune et de la flore sauvages, la protection des bassins versants, celle contre l'érosion, la régulation climatique ou la séquestration du carbone.

tinées à des monocultures et qu'elles sont de ce fait vulnérables aux maladies. Pour en obtenir de hauts rendements, de grandes quantités d'engrais et de pesticides sont nécessaires, ainsi qu'une irrigation intensive. Il n'est pas rare que cela entraîne la destruction des écosystèmes.

Préserver les ressources génétiques

Certes, il existe encore beaucoup d'agriculteurs – surtout des petits paysans dans le Sud et dans des régions périphériques – qui continuent d'utiliser leurs propres semences, apportant ainsi une contribution importante au maintien de la biodiversité. Mais la tendance générale va clairement dans le sens d'une commercialisation et d'une centralisation toujours plus poussées de l'économie agricole. « Ne soyons pas naïfs », indique Katharina Jenny, de la section Ressources naturelles et environnement de la DDC. « Les paysans ne préserveront la biodiversité que si cela s'avère rentable pour eux. Le grand défi est donc de les inciter à maintenir la di-

versité des espèces sur leurs terres. Cela implique que les petits paysans améliorent leurs systèmes de production et recourent à des méthodes novatrices. La DDC réalise de nombreux projets allant dans cette direction. Nous devons éviter que le monde ne compte plus à l'avenir qu'une dizaine de plantes alimentaires importantes. »

Cela fait déjà longtemps que l'on a commencé de conserver des plantes cultivées, puis leurs cousines sauvages, dans des banques de semences. Il s'agissait au départ de stocker du matériel génétique pour les futures activités de recherche scientifique et de sélection. Une entreprise complexe et coûteuse, comme on a pu le constater depuis lors : il est en effet indispensable de cultiver régulièrement certaines espèces pour en renouveler les semences. Par ailleurs, le meilleur patrimoine génétique ne sert à rien si l'on oublie de recueillir le savoir relatif aux anciennes variétés et de le mettre à la disposition des milieux intéressés.

Dès les années 70, la DDC s'est fortement impli-



Thomas Grabka/laif



Hemis/laif



Andrea Kuenz/laif



Miquel Gonzalez/laif

quée dans la création de centres internationaux de recherche agricole. «Les paysans pauvres ne tirent pas des bénéfices immédiats d'une banque de gènes. Mais à long terme, il est important pour eux aussi que soient conservées les anciennes variétés, car elles pourront être utilisées pour de nouvelles sélections. Les banques de gènes constituent en outre une copie de sécurité essentielle, au cas où certaines espèces disparaîtraient à la suite de catastrophes naturelles ou de guerres», explique Katharina Jenny.

L'évolution récente montre à quel point il est important de disposer d'un vaste réservoir de ressources génétiques. Aujourd'hui, la demande ne porte plus uniquement sur l'obtention de variétés à haut rendement; on recherche aussi des plantes résistantes aux maladies et d'autres peu gourmandes en engrais ou en eau. Le changement climatique pose de nouveaux défis aux sélectionneurs.

Le Fonds fiduciaire mondial pour la diversité des cultures a été créé en 2004 par la FAO et Bioversity International. Il fournit les moyens et le savoir-faire requis pour que les millions de variétés végétales stockées dans plus de 1400 banques de gènes puissent être non seulement sauvegardées pour les générations futures, mais aussi rendues accessibles à la recherche scientifique. Ce fonds participe également dans des proportions déterminantes à l'entretien des chambres fortes du Spitzberg, où se trouveront des copies de sécurité des principales ressources conservées dans les banques de semences régionales.

Initiatives et conventions

Mais les banques de gènes ne peuvent pas résoudre tous les problèmes. Elles sont seulement un instrument parmi d'autres pour stopper la régression fatale de la biodiversité. Le plus important – et le plus ancien – accord international dans ce domaine est la Convention sur la biodiversité, signée en 1992 et ratifiée depuis lors par 191 États. Ses objectifs sont «la conservation de la diversité biologique, l'utilisation durable de ses éléments et le partage juste et équitable des avantages découlant de l'exploitation des ressources génétiques».

Cette convention a ainsi imposé pour la première fois le partage équitable de ce que l'on peut tirer des ressources génétiques. C'est là un aspect important, si l'on songe que 90 pour cent des espèces se trouvent dans des pays en développement. Et aussi que les industries pharmaceutique et agricole du Nord manifestent depuis quelques années un énorme intérêt pour ce matériel génétique fondamental. Des dispositions strictes ont permis de juguler presque entièrement au moins le commerce et les échanges transfrontaliers légaux de ces ressources. L'une d'elles stipule, par exemple, que le patrimoine génétique appartient à l'État dans lequel il s'est développé.

Les mesures destinées à protéger les plantes et les animaux sauvages sont difficilement applicables au domaine agricole. C'est pourquoi l'on a élaboré en 2001, sous l'égide de la FAO, le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture. Un aspect fondamental

Animaux d'élevage

Sur les quelque 14 000 espèces connues de mammifères et d'oiseaux, une trentaine seulement ont pu être domestiquées à des fins d'exploitation agricole. Les cinq grandes sont les bœufs, les moutons, les chèvres, les porcs et les poules, indique la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture, qui a publié en 2007 un inventaire global de la biodiversité dans le secteur de l'élevage. La banque de données de la FAO contient des informations relatives à 7616 races d'animaux de rente. On estime que plus de 300 races se sont éteintes au cours des quinze dernières années. En outre, 30% de celles qui restent – dont beaucoup d'anciennes races bovines et ovines – sont menacées.

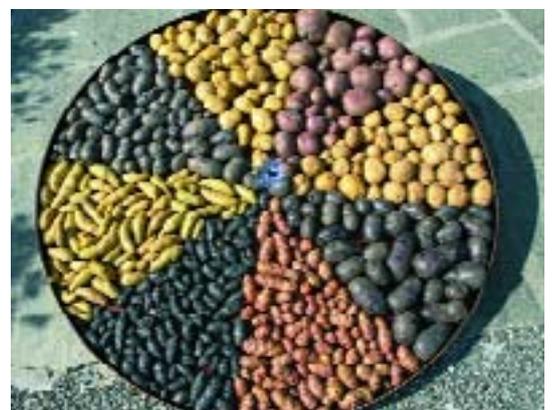
Plantes de culture

Les quatre principales plantes alimentaires sont le riz, le blé, le maïs et la pomme de terre. D'autres végétaux cultivés ont une très grande importance à l'échelle régionale. Ainsi, le manioc nourrit environ 600 millions de personnes dans le monde. L'aliment de base des Ougandais est la banane plantain ou *matoke*. Disparu ailleurs depuis longtemps, le *teff* reste une céréale très appréciée en Éthiopie, où on la consomme sous forme de galettes. Le *quinoa*, dépourvu de gluten comme le *teff*, est au menu des Boliviens depuis des millénaires.

En Suisse, de nombreuses espèces végétales et animales sont en voie d'extinction. C'est le cas, par exemple, de la chèvre col fauve mais aussi de nombreuses variétés de pommes de terre et de légumes.



ProSpecieRara (3)



Conservation *in situ* ou *ex situ*

Le terme latin *in situ* signifie sur place. En biologie, il est utilisé pour indiquer que l'on perpétue des plantes ou des animaux dans leur milieu d'origine. Bioversity International s'engage dans le domaine de la recherche et dans le développement de projets *in situ* pour la promotion et le maintien de l'agrobiodiversité. À l'inverse, *ex situ* désigne les mesures prises pour sauvegarder des ressources génétiques en dehors du milieu naturel des espèces considérées, par exemple dans des banques de gènes, des jardins botaniques ou des zoos. Sur le plan international, le Fonds fiduciaire mondial pour la diversité des cultures soutient et coordonne la conservation des ressources phylogénétiques pour l'agriculture.

de cet accord est qu'il reconnaît officiellement les droits de propriété intellectuelle des agriculteurs sur les variétés traditionnelles cultivées dans leur pays.

Un cas grave de biopiraterie aux États-Unis illustre l'importance de cette disposition. Lors d'un séjour au Mexique dans les années 90, Larry Proctor, propriétaire de l'entreprise semencière Pod-Ners, avait acheté un sac de haricots jaunes. Après deux ans de sélection sur ce lot, il a fait breveter ses graines sous le nom d'Enola. Il a obtenu ainsi un monopole sur les ventes aux États-Unis de la variété mexicaine traditionnelle: quiconque voulait commercialiser cette légumineuse sur le territoire américain devait désormais payer des royalties à Pod-Ners. Le Centre international d'agriculture tropicale (CIAT), qui conserve dans sa banque de données plusieurs

variétés de haricots jaunes, a alors présenté une demande de révision du brevet. Comme on a pu prouver que le patrimoine génétique de l'Enola était identique à celui de la variété mexicaine, le brevet a été annulé après de longues et difficiles tractations.

Ces haricots sont un bien public, comme 64 autres espèces de plantes cultivées qui – en vertu du Traité international sur les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture – restent à la libre disposition des scientifiques et des paysans, et ne peuvent pas être brevetées. Tout sélectionneur qui crée de nouvelles variétés commerciales à partir de ces ressources génétiques, entravant ainsi la libre utilisation du matériel d'origine, doit rembourser une partie de son bénéfice. Cet argent sera alors affecté dans l'esprit du traité.



Dans les pays en développement – ici un marché au Guatemala –, la biodiversité est beaucoup mieux préservée que dans les pays riches

Biodiversité vécue

On a manifestement besoin de règles internationales pour protéger la biodiversité et ceux qui l'entretiennent, et de banques de gènes pour assurer la sécurité alimentaire des générations futures. Mais il est tout aussi évident qu'une exploitation judicieuse est le meilleur moyen de perpétuer les animaux domestiques et les plantes cultivées.

Pourtant, beaucoup de paysans qui pratiquent encore une agriculture diversifiée – principalement en Afrique, en Asie et en Amérique latine – vivent aujourd'hui dans une pauvreté extrême. Pour nourrir les populations urbaines en constante augmentation, il faudra inévitablement continuer d'accroître les rendements sur des surfaces qui vont en s'amenuisant, d'autant que la culture de plantes alimentaires se voit maintenant concurrencée par celle, plus lucrative, de végétaux destinés à être transformés en carburants (voir p. 26).

Malgré cela, ou plutôt justement pour cette raison, il est important de tirer parti des opportunités qui existent afin de maintenir et d'accroître l'agrobiodiversité. L'organisation Bioversity International, soutenue par la DDC, finance la recherche scientifique et des projets destinés à encourager la biodiversité dans les cultures. L'amélioration ciblée des semences et des méthodes culturales permet d'accroître les rendements également dans les régions pauvres et avec des variétés anciennes.

Partout dans le monde, les produits de niche peu-

vent générer des revenus supplémentaires. Grâce aux efforts de la fondation ProSpecieRara, des variétés oubliées de fruits et légumes connaissent une seconde vie en Suisse et les gourmets ont redécouvert la chair du mouton nez noir. Aux Philippines, les habitants de Mindanao retrouvent le goût incomparable des anciennes variétés de riz. En Bolivie, des organisations de paysans et de consommateurs ont établi un catalogue qui décrit 101 variétés d'oca, le tubercule traditionnel.

Ce ne sont là que quelques-unes des innombrables possibilités de perpétuer d'anciennes espèces. Compte tenu des problèmes écologiques croissants, comme l'érosion, la pénurie d'eau et la dégradation des sols, l'agro-industrie se verra peut-être contrainte à terme d'explorer de nouvelles voies. L'évolution vers une agriculture plus durable pourrait faire réapparaître dans les champs une partie de la biodiversité perdue, par exemple sous la forme de cultures mixtes qui sont un moyen naturel de combattre les parasites et de préserver la fertilité des sols. ■

(De l'allemand)

La DDC et la biodiversité

La DDC investit chaque année quelque 40 millions de francs dans la sauvegarde de la biodiversité. Elle participe aux efforts coordonnés de la communauté internationale pour freiner l'érosion génétique. Depuis de longues années, elle apporte son aide aux centres de recherche agricole créés par le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI) et soutient sur le plan bilatéral, dans divers pays prioritaires, des projets découlant de ces travaux scientifiques. Plusieurs projets appuyés par la DDC dans le domaine de la biodiversité ont reçu des prix internationaux. C'est le cas, par exemple, de la sélection en Afrique de variétés de maïs résistantes et de l'initiative T'ikapapa en faveur des pommes de terre indigènes au Pérou (voir p. 14).

Les savoirs anciens sauveront l'agriculture

Le ministre éthiopien de l'environnement, **Tewolde Berhan Gebre Egziabher**, œuvre depuis de longues années pour la préservation de la biodiversité et pour les droits des paysans sur les ressources génétiques de l'agriculture. Les modèles actuels de l'agro-industrie n'ont pas d'avenir à ses yeux. Entretien avec **Gabriela Neuhaus**.



Tewolde Berhan Gebre Egziabher

de nationalité éthiopienne, a étudié la biologie à Addis-Abeba et au Pays de Galles. Après avoir notamment enseigné à l'Université d'Addis-Abeba et dirigé la banque de gènes éthiopienne, il est actuellement ministre de l'environnement de son pays. Il s'engage depuis les années 90 au niveau international pour la sauvegarde de la biodiversité. Lors des négociations de Cartagena (Colombie) en 1999 et de Montréal en 2000 sur la sécurité biologique, il a été le porte-parole de la majorité du Groupe des 77. Contre une forte opposition des États-Unis et de l'UE, ces pays avaient alors fait prévaloir leur volonté de se protéger du génie génétique et de sauvegarder la biodiversité. Tewolde Berhan Gebre Egziabher, âgé aujourd'hui de 68 ans, s'est vu décerner en 2000 le prix Nobel alternatif, en reconnaissance de « son action exemplaire pour la préservation de la diversité biologique et la protection des droits que les agriculteurs et les communautés exercent traditionnellement sur leurs ressources génétiques ». En 2006, il a été désigné « Champion de la Terre » par le Programme des Nations Unies pour l'environnement.



Un seul monde: Vous militez depuis longtemps pour la conservation de la biodiversité. Quels progrès ont été réalisés?

Tewolde Berhan Gebre Egziabher: Le plus important de nos succès est sans aucun doute la prise de conscience au niveau mondial qu'en portant atteinte à la biodiversité, l'homme met en péril sa propre survie. Cela n'aurait pas été possible sans la Convention internationale sur la biodiversité et les instruments qui lui sont associés.

Pourquoi ce travail de conscientisation est-il si important?

L'humanité s'urbanise de plus en plus et s'isole ainsi de tous les autres aspects de la vie. C'est ce que montre par exemple une étude dans laquelle on a demandé à des enfants si le lait vient de la bouteille ou de la vache. Ils ont répondu en majorité qu'il vient de la bouteille. Ces enfants n'étaient pas bêtes, mais on tire en général ses informations de son contexte de vie. Pourtant, même si le lait arri-

ve conditionné chez la plupart des gens, cela ne fonctionne pas sans vaches. C'est justement parce que le contact direct avec la biodiversité se perd qu'il est essentiel de faire comprendre la complexité de l'ensemble et de montrer que nous avons intérêt, en fin de compte, à préserver la vie.

Une agriculture diversifiée peut-elle encore s'avérer compétitive et justifiée?

Après la Seconde Guerre mondiale, et en particulier dans les années 60 et 70, on s'est désintéressé du principe de diversité dans l'agriculture. Le matériel génétique a été rassemblé dans des banques de gènes. Mais celles-ci ne fonctionnent pas comme on l'avait escompté: les gouvernements n'allouent plus guère de moyens à la sauvegarde de la biodiversité et beaucoup de ces banques ont été privatisées. Or, le changement climatique va nous rendre encore plus tributaires des ressources génétiques pour adapter nos sélections végétales aux nouvelles conditions. La confiance accordée au

génie génétique est étroitement liée à la privatisation croissante des ressources agricoles: on part de l'idée que cette technologie pourra assurer les adaptations nécessaires des plantes aux transformations de l'environnement. Pour moi, c'est comme quelqu'un qui saute dans une rivière sans savoir nager.

En quoi la biodiversité est-elle essentielle pour les pays pauvres?



viendra donc à des techniques préindustrielles, elle exploitera les nutriments naturels et mettra en place un système de gestion de la fertilité.

Nous devons donc faire marche arrière, parce que l'agriculture intensive ne sera plus dans nos moyens?

Quand j'ai rédigé ma thèse en Grande-Bretagne dans les années 60, la recherche s'intéressait au cycle naturel de l'azote dans le sol et aux moyens de l'op-



Dans la plupart des pays africains, les paysans utilisent encore leurs propres semences – ce qui a été détruit en Europe et en Amérique du Nord perdue ici. La perte de l'agrobiodiversité est bien plus grave au Nord que chez nous. Et si ces pays devaient affronter une crise du secteur agricole, leur richesse ne leur serait d'aucun secours: l'or amoncelé ne remplace pas la nourriture!

Même l'Afrique est cependant contrainte de produire toujours davantage sur des espaces qui s'amenuisent. Les multinationales agricoles se présentent comme des partenaires, avec leurs variétés commerciales à haut rendement.

Ces entreprises n'ont pas eu beaucoup de succès en Afrique jusqu'à présent et cela ne va pas changer ces prochains temps. En revanche, ce qui va imposer des remises en question, c'est le changement climatique. Je n'ai encore vu aucune plante génétiquement modifiée capable de concurrencer les sélections traditionnelles et d'améliorer les rendements dans des conditions réelles de culture. On pourrait envisager une Révolution verte, comme celle qui a été réalisée en Asie. Mais cela exige des produits chimiques, ce que personne n'a les moyens de s'offrir en Afrique. D'ailleurs, le prix du pétrole grimpe tellement vite qu'à moyen terme, même les paysans d'Europe et des États-Unis ne pourront plus acheter des engrais chimiques. L'agriculture re-

timiser. Le triomphe des engrais chimiques a sonné le glas de ces investigations, mais le moment est venu de les reprendre. La science se concentrera désormais sur les écosystèmes naturels, afin de maximiser la productivité des sols sans apports extérieurs. L'agriculture du futur tablera davantage sur le savoir et sera – contrairement à la Révolution verte – diversifiée à l'échelle locale. On a déjà lancé des projets de recherche axés sur les conditions du terrain.

Il s'agit là d'un bouleversement fondamental dans l'agriculture. Mais peut-il se réaliser en temps utile?

Cette transformation peut intervenir très rapidement, pour trois raisons. Premièrement, même dans les régions où l'agriculture a abandonné la biodiversité, on peut retrouver dans des livres le savoir hérité du passé. Deuxièmement, il existe encore dans le monde de nombreuses régions disposant d'une agriculture diversifiée et où le savoir traditionnel est toujours vivant; celui-ci serait exploitable partout sur la planète. Troisièmement, les circonstances nous forceront à intensifier les recherches dans cette direction, afin de réactiver et d'améliorer les connaissances anciennes. ■

(De l'anglais)

Un tubercule plein de ressources



La Figaro Magazine/leif

Ce n'est pas sans raison que la pomme de terre, originaire des Andes, est l'une des plantes les plus consommées dans le monde. Le Centre international de la pomme de terre (CIP), à Lima, et la DDC jouent un rôle important dans sa conquête de la planète, qui est loin d'être terminée.

(gn) Elles sont multicolores, de formes très diverses et possèdent un goût intense; elles résultent d'une initiative couronnée de succès et distinguée au niveau international: une trentaine de variétés traditionnelles de pommes de terre des Andes péruviennes sont proposées aux clients dans les supermarchés de Lima sous le label T'ikapapa. Ces tubercules sont produits par des familles de petits paysans de montagne à 3500 mètres d'altitude – des régions qui sont aussi le berceau de nos pommes de terre.

Le projet T'ikapapa s'inscrit dans le programme Papa Andina, une initiative régionale lancée par le CIP en 1998 pour promouvoir la production et la commercialisation d'espèces traditionnelles de pommes de terre dans la région andine. La DDC appuie cette démarche innovante qui, tout en contribuant à préserver et à diffuser des variétés de haute valeur, assure un revenu à des familles pauvres dans des zones déshéritées.

«Depuis que les paysans ont la possibilité de vendre leurs produits dans des supermarchés, les variétés anciennes ont retrouvé un certain prestige. Cette entreprise commune renforce l'organisation des producteurs et stimule leur créativité. Sur les hauts plateaux du Pérou, on s'est ainsi mis à confectio-

ner des chips et de la purée pour le marché régional», explique l'économiste Ruth Egger, experte en développement et présidente du conseil d'administration du CIP.

Sauvegarder et développer

Le CIP conserve dans une banque de gènes environ 5000 échantillons de variétés traditionnelles et sauvages de pommes de terre, et sa collection ne cesse de s'enrichir. Entretenir ces ressources génétiques est coûteux, mais absolument indispensable. Le matériel stocké est exploité en permanence à des fins scientifiques. La recherche constitue en effet la seconde fonction essentielle du CIP, qui a son siège à Lima et des antennes sur tous les continents. L'objectif principal est d'améliorer les semences afin d'obtenir des variétés robustes, résistantes aux maladies, adaptées à la fois aux conditions de production et aux besoins du marché. Le CIP collabore avec les chercheurs et les paysans, tant au niveau des organisations de base que dans le cadre de programmes nationaux. Il occupe ainsi une position centrale dans l'amélioration de la pomme de terre en tant que plante de culture et denrée alimentaire.

Car ce tubercule revêt une grande importance



Cecilia Yrujo/CIP

pour la sécurité alimentaire et le développement de certaines régions : il prospère dans les zones accidentées et montagneuses, ainsi qu'à des latitudes où le riz ne pousse plus. Il possède une valeur nutritive élevée et son rendement à l'hectare dépasse largement celui des céréales. Le revers de la médaille, c'est que les pommes de terre sont vulnérables aux maladies et que leur culture exige à la fois beaucoup de travail et d'importants investissements.

C'est pourquoi la promotion et l'amélioration de cette culture occupent une place de choix dans le programme agricole de la DDC. Dans les années 70 déjà, celle-ci s'est par exemple jointe au CIP pour lancer un programme national au Népal : grâce à des variétés plus robustes et plus productives, à des méthodes culturales améliorées et à des semences saines, le rendement de la pomme de terre à l'hectare a doublé en vingt ans. Et comme un nombre croissant de paysans se mettent à la cultiver, la production totale a quintuplé au cours de la même période.

À la conquête de nouvelles régions

« Son potentiel a fait de la pomme de terre une culture toujours plus appréciée dans nombre de pays pauvres affichant des déficits alimentaires », constate Paul Egger, qui fut responsable de projets agricoles à la DDC durant de longues années. « L'Inde est ainsi devenue le troisième producteur mondial, derrière la Chine et la Russie », écrit-il dans un article paru à l'occasion de l'Année internationale de la pomme de terre 2008.

Dans les années 90, des semences de pommes de

terre en provenance de l'Emmental ont été livrées à la Corée du Nord pour l'aider à combattre la famine. Les rendements ont augmenté de manière spectaculaire, avec l'aide de la DDC et de bons spécialistes locaux. Plus récemment, la DDC a mis sur pied un programme de promotion de la pomme de terre en Mongolie ; la première phase ayant été bouclée avec succès, il s'agira, au cours des quatre ans à venir, de faire en sorte que les paysans des régions isolées puissent eux aussi avoir accès aux semences d'espèces améliorées.

Les anciennes variétés andines font actuellement fureur dans la patrie ancestrale de la pomme de terre. Et les habitants de la capitale péruvienne ne sont manifestement pas les seuls à y avoir pris goût. T'ikapapa a reçu deux distinctions prestigieuses en 2007 : outre le prix Seed, attribué par l'ONU, le projet a remporté devant 940 concurrents le World Challenge doté de 20 000 dollars. Le critère déterminant a été son approche très globale : T'ikapapa permet à des paysans isolés d'augmenter leurs revenus et d'accéder aux marchés urbains ; les consommateurs profitent pour leur part de produits intéressants et de qualité ; enfin, le projet contribue de manière très dynamique à la préservation de la biodiversité dans les Andes. Le montant du World Challenge sera d'ailleurs investi dans de nouvelles cultures. Pour que T'ikapapa puisse voler vers d'autres succès. ■

(De l'allemand)

À propos de la pomme de terre

L'ONU a proclamé 2008 Année internationale de la pomme de terre.

La production mondiale de pommes de terre est estimée à 314 millions de tonnes par année et la tendance est à la hausse. La Chine et l'Inde récoltent ensemble un tiers de ce total.

Les premières pommes de terre ont été plantées il y a 8000 ans dans la région du lac Titicaca, à 3800 m d'altitude. De nos jours, on cultive environ 2700 variétés traditionnelles rien qu'au Pérou.

Près de la moitié de la production mondiale est consommée en Asie. Cependant, les plus gros mangeurs de pommes de terre sont de loin les Européens, avec 96 kilos par habitant et par année.

Pour d'autres informations

Souhaitez-vous des informations plus approfondies ? Vous trouverez sur le site de la DDC un dossier publié à l'occasion de l'Année internationale de la pomme de terre (www.ddc.admin.ch/pommedeterre2008) ainsi qu'une version longue de l'interview de Tewolde Berhan Egziabher, ministre éthiopien de l'environnement, sur la biodiversité.



Congo : enfin le bout du tunnel ?

En juillet 2006, la République démocratique du Congo (RDC) est entrée dans une ère nouvelle. Après trois décennies sous la férule de Mobutu Sese Seko et sept ans de guerre civile, la population a pu faire usage de ses droits démocratiques pour la première fois depuis l'indépendance en 1960. Mais les conflits qui secouent le pays sont loin d'être apaisés. Et le développement économique progresse péniblement. De Ruedi Küng*.

Fin janvier dernier, Goma a connu une vive agitation. Le chef-lieu de la province congolaise du Nord-Kivu accueillait la Conférence sur la paix, la sécurité et le développement du Nord et du Sud-Kivu. Prévue sur une semaine, la manifestation devait accueillir quelques centaines de participants. Elle a finalement duré deux semaines et demie et a rassemblé plus de 1500 personnes : ministres et gouverneurs, députés nationaux et étrangers, représentants de l'économie, organisations sociales, communautés religieuses et miliciens. Elle s'est terminée par la signature d'un accord qui promet de mettre fin à la violence dans l'est du Congo.

Ce succès, on le doit à l'abbé Malu Malu et au président de l'Assemblée nationale Vital Kemerhe qui ont dirigé les débats avec prudence, mais fermeté. Compte tenu de leur poids diplomatique, les représentants des États-Unis, de l'Union européenne, de l'Union africaine et de la Mission des Nations Unies au Congo (Monuc) ont également contribué à la réussite des travaux.

Le lourd héritage du génocide rwandais

L'importance de cet accord apparaît clairement à la lecture des derniers comptes rendus sur la situation dramatique de la population. Depuis le géno-



cide rwandais, en 1994, le calme n'est jamais revenu dans le district d'Ituri et dans les deux Kivu. À l'époque, des unités de l'armée rwandaise et des miliciens génocidaires sont arrivés au Zaïre avec le flot des réfugiés hutus venus du Rwanda.

Contrairement aux réfugiés, plus de 12 000 d'entre eux séjournent toujours dans l'est du Congo : réunis sous la bannière des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), ils ont installé leurs camps dans les montagnes de la région. Ils fournissent ainsi au général dissident Laurent Nkunda un bon prétexte pour entretenir une troupe de 4 000 hommes afin « d'assurer la défense des Tutsis congolais ». Avec l'aide de la Monuc, l'armée congolaise a lancé de violents assauts contre les FDLR vers la fin de l'année dernière, mais en vain. Forçant des milliers de villageois à fuir, les combats n'ont fait que grossir les rangs des populations chassées par la guerre dans l'est du Congo.

Une brutalité sexuelle inouïe

La population civile est la première victime de la violence. Les soldats de tous bords, milices Mai-Mai et autres bandes armées, la terrorisent et la maltraitent. « Ces miliciens vivent comme des sauvages dans la jungle congolaise. Ils violent les femmes, volent le bétail, tuent les habitants et dévastent les villages », rapporte François-Xavier Maroy, archevêque de Bukavu.

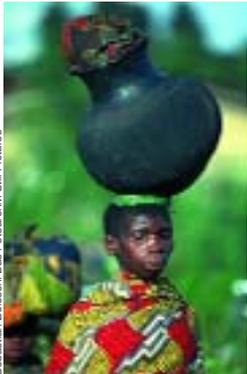
Les femmes de l'est du Congo subissent des violences sexuelles comme il ne s'en commet nulle part ailleurs dans le monde, rapporte John Holmes,

responsable des affaires humanitaires à l'ONU. En 2006, dans la seule province du Sud-Kivu, les Nations Unies ont recensé 27 000 viols de femmes et de filles, âgées de 3 à 75 ans, et supposent qu'il y en a eu bien plus. Les miliciens font preuve d'une brutalité extrême, allant jusqu'à déchirer le vagin et les intestins des femmes avec des bâtons ou le canon des fusils. John Holmes se dit persuadé que les génocidaires rwandais, des individus « psychologiquement détruits », sont à l'origine de cette épidémie de cruauté monstrueuse.

Selon l'accord conclu à Goma le 23 janvier 2008, toutes les violences doivent cesser immédiatement, tous les miliciens doivent déposer leurs armes et les milices rwandaises retourner dans leur pays. Mais il faudra encore du temps avant que cela ne se réalise. Les miliciens rwandais ne veulent pas rentrer chez eux, où ils risquent des poursuites pénales. Et beaucoup d'autres groupes ne désarmeront pas, car leur seule raison d'être est de tirer profit des importantes réserves d'or, de diamants, de minerais et de bois qu'offre l'est du Congo, comme le rappelle M^{gr} Maroy : « Partout où il y a un filon à exploiter, il se trouvera un commandant autoproclamé pour réunir une troupe et s'approprier la mine. »

La malédiction des richesses naturelles

À la fin du 19^e siècle, le géologue belge Jules Cornet qualifiait de « scandale géologique » les trésors que recèle le sous-sol congolais. À Lubumbashi, chef-lieu de la province du Katanga, dans le sud du pays, des adolescents extraient aujourd'hui à mains



Sebastian Bolesch/Das Fotoarchiv/Sill Pictures

L'objet de tous les jours

Le pot en argile

Si les bouteilles en verre et en plastique l'ont relégué au second plan dans les villes de la RDC, le pot en argile demeure indispensable dans les zones rurales. Objet artisanal traditionnel, il sert depuis toujours à conserver l'eau potable ou des aliments. Sa forme, de même que l'endroit où il est placé, varient selon son utilisation. Lorsque le pot a la forme typique d'un avocat, la ménagère peut le placer sur le sol de la hutte et s'en servir comme d'un réfrigérateur. Il lui suffit de boucher son étroite ouverture et de l'asperger de temps à autre avec de l'eau. En s'évaporant, celle-ci garde le contenu au frais. Pour la conservation de denrées sèches, le pot en argile ne doit pas avoir une forme particulière et il peut être placé n'importe où. Seule la femme nettoie ce récipient, le remplit ou puise dans son contenu.



Sven Torfinn/laif

nues des roches veinées de vert, qui contiennent du cuivre. Ils les cèdent à des intermédiaires pour des sommes dérisoires qui leur permettent à peine de survivre. Un scandale, en effet. Et c'est loin d'être le seul.

Trente ans durant, Mobutu et ses partisans se sont enrichis grâce au cuivre. Pendant la guerre civile qui a suivi la chute de ce régime, ce fut le tour des généraux zimbabwéens : en guise de dédommagement pour leur appui dans sa lutte contre les insurgés, Laurent-Désiré Kabila leur a cédé des droits de prospection. Après la division du Congo, les chefs rebelles et leurs hommes de main ont fait exploiter pour leur propre compte les richesses minières d'Ouganda et du Rwanda, pendant que les hauts fonctionnaires bradaient les concessions à de louches entrepreneurs et à des multinationales mondialement connues.

Les Congolais ont commencé à nourrir l'espoir de voir cesser ces agissements après la publication de deux rapports d'enquête : le premier, publié par l'ONU en 2003, portait sur le pillage des ressources congolaises ; le second a été établi en 2005 par une commission parlementaire congolaise, que présidait le député Christophe Lutundula. Celui-ci a dénoncé les « contrats léonins » conclus durant la guerre. Cette expression, qui s'est vite retrouvée sur toutes les lèvres, désigne des accords dans lesquels les intérêts privés se taillent la part du lion des bénéfices, alors que l'État et la population doivent se contenter des miettes.

Dans l'attente de temps meilleurs

À Kinshasa, capitale de la RDC, le vent politique a tourné. « Kin-la-poubelle », nom que les Kinois donnent actuellement à leur ville, n'est certes pas

(encore) redevenue « Kin-la-belle », jadis connue et appréciée loin à la ronde. Mais le nouveau gouvernement de Joseph Kabila, réduit à 46 ministres et vice-ministres, a décidé de se retoucher les manches.

Il a revu à la hausse le salaire de misère des fonctionnaires, ce qui les rendra peut-être moins corrompibles. Sous la pression de l'opinion publique, il a chargé une commission ministérielle d'examiner les concessions minières accordées entre 1996 et 2006. Cependant, le gouvernement n'a pas publié les conclusions accablantes de ces travaux. Selon le quotidien *Le Phare*, qui aurait eu accès au rapport, la commission a recommandé de revoir ou de renégocier tous les contrats, car l'État congolais y occupe la place d'actionnaire minoritaire et se trouve ainsi livré au bon vouloir des concessionnaires.

Pendant ce temps, un nouvel acteur est entré dans la danse : la Chine, qui a accordé à la RDC un prêt de 5 milliards de dollars en échange, dit-on, de deux concessions de prospection minière au Katanga. Peu après, les donateurs occidentaux ont versé au Congo une aide au développement de 4 milliards de dollars.

Même dans un Congo démocratique, les ressources excitent la convoitise des puissances mondiales. Quant aux habitants, ils attendent que leur situation s'améliore et quand on leur demande comment ils vont, la réponse reste la même : « Un peu ». ■

**Ruedi Küng est correspondant en Afrique de la radio suisse alémanique DRS*

(De l'allemand)

La Suisse et la République démocratique du Congo

Élément du programme régional des Grands Lacs

(bf) Les activités que la DDC mène aujourd'hui en République démocratique du Congo s'inscrivent dans le programme régional des Grands Lacs. Celui-ci est mis en œuvre conjointement par trois instruments de la politique étrangère suisse, à savoir l'Aide humanitaire, la Coopération au développement et la Division politique IV du DFAE (DPIV). L'un des projets marquants est le *mapping exercise*, qui consiste à établir une cartographie des plus graves violations des droits de l'homme perpétrées entre 1993 et 2003. Soutenu par la DPIV et la DDC, ce projet aide la justice congolaise à régler de tels cas. L'Aide humanitaire vise avant tout à assurer la survie des populations. Elle apporte son assistance aux réfugiés, aux déplacés internes et aux victimes de la violence. Elle soutient les processus de rapatriement et verse des contributions à des organisations internationales, telles que le CICR, le Programme alimentaire mondial et le HCR, ainsi qu'à des ONG.

La coopération au développement se concentre sur la province du Sud-Kivu, dans l'est du pays, et sur les domaines suivants:

Santé – À long terme, la DDC met l'accent sur la création d'un système de santé autonome. Dès le milieu de 2008, deux régions bénéficieront d'un appui spécifique pour se doter d'hôpitaux et de dis-

pensaires, qui devront fournir des soins de base à environ 500 000 personnes. Dans le même temps, des programmes soutiennent la décentralisation au niveau provincial et la prévention dans les communes.

Médias – Un soutien est octroyé à Radio Okapi, à l'agence de presse régionale Syfia Grands Lacs et au programme pour les médias de l'institut Panos. Il doit permettre à la population de disposer d'informations fiables et de qualité.

Propriété foncière – En collaboration avec l'Université de Bukavu, un service pilote sera chargé de reconnaître et de garantir les droits de propriété foncière.

Décentralisation – Le gouvernement bénéficie de conseils techniques pour mener sa politique de décentralisation dans les provinces ou les zones géographiques.

Divers – À travers le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et des ONG suisses, un soutien est accordé – sur le plan local et national – à l'organisation des élections locales prévues pour fin 2008. Ce scrutin devrait permettre d'instaurer la décentralisation et la bonne gouvernance locale. Dès 2009, la DDC appuiera la réforme de la décentralisation au niveau national et provincial.

Faits et chiffres

Nom

République démocratique du Congo

Superficie

2,34 millions de km²
(troisième plus grand pays d'Afrique)

Capitale

Kinshasa (7,8 millions d'habitants)

Population

58 millions d'habitants

Langues

Français (langue administrative)
Quatre langues nationales: swahili, tshiluba, kikongo, lingala

Groupes ethniques

Environ 400, dont les Balubas (17%), les Bakongos (16%) et les Bamongos (13%)

Religions

Catholiques (48%), protestants (20%), kimbanguistes (mélange local de religion traditionnelle et de protestantisme: 10%), musulmans (10%)

Économie

La majorité des habitants subsistent grâce à une agriculture vivrière. L'immense richesse en matières premières (cuivre, cobalt, or, coltan, diamants, méthane, pétrole, etc.) n'est pas encore exploitée au profit du pays.

Repères historiques

Vers 700 Des peuples bantous atteignent le territoire de l'actuelle République démocratique du Congo (RDC).

16^e s. Le nord du territoire actuel abrite le système politique des Zandé et le royaume des Mangbetu. Le royaume du Kongo, sur le cours inférieur du fleuve du même nom, est christianisé par les Portugais.

19^e s. Des voyages exploratoires éveillent une soif de colonisation en Europe.

1885 Le roi des Belges, Léopold II, se fait attribuer l'«État indépendant du Congo» en tant que possession privée. Le territoire est conquis, les empires de Msiri et de Tippu Tib sont détruits.

1908 L'État belge reprend l'administration du Congo.

1911 Début de l'extraction de cuivre au Katanga.

1960 Le 30 juin, le Congo accède à l'indépendance. Joseph Kasavubu est nommé président. Le premier ministre Patrice Lumumba est démis de ses fonctions la même année, avec l'aide des États-Unis et de la Belgique. Il sera assassiné début 1961.

1965 Le général Mobutu Sese Seko organise un putsch avec l'appui de la CIA et s'installe au pouvoir. Il baptise le Congo «Zaire», instaure un système de parti unique et règne en dictateur.

1990 Sous la pression occidentale, Mobutu instaure le multipartisme.

1997 Avec le soutien du Rwanda et de l'Ouganda, Laurent-Désiré Kabila renverse Mobutu. Le Zaire redevient la République démocratique du Congo.

1998 La rébellion contre Kabila (appuyée à nouveau par le Rwanda et l'Ouganda) échoue grâce à l'aide de l'Angola et du Zimbabwe.

2001 Laurent-Désiré Kabila est assassiné. Son fils Joseph accède à la présidence.

2003 Un accord de paix est signé à Sun City, en Afrique du Sud. Joseph Kabila reste provisoirement président.

2006 En juillet, Joseph Kabila remporte les premières élections multipartites depuis l'indépendance. Dans les provinces du Kivu, les combats se poursuivent.



L'interminable traversée de Kinshasa



Désiré Baere Pene-Yanganya est rédacteur en chef du *Journal du Citoyen*, un supplément hebdomadaire d'informations sur les élections et le processus démocratique en RDC. Ce journaliste congolais est également correspondant de *Radio Vatican* et du quotidien luxembourgeois *Luxemburger Wort*. Auparavant, M. Baere a travaillé pour la Commission électorale indépendante de la RDC, en tant que conseiller en communication. Il a également été rédacteur en chef de la radio privée *Tropicana FM*.

Sans transports publics officiels ni systèmes de ramassage des ordures et d'évacuation des eaux usées, alors qu'elle compte 8 millions d'habitants, la capitale de la RDC, Kinshasa, est une ville miraculeuse. Sur le trottoir dès quatre heures du matin, les Kinois attendent les bus de fortune qui assurent les transports en commun. Ce sont souvent d'anciennes fourgonnettes achetées en Europe par des Congolais de la diaspora qui les envoient à Kinshasa pour soutenir leurs familles restées au pays. Rien dans ces caisses roulantes ne rappelle le confort d'un bus. Les sièges sont des bancs en bois, disposés en rangs très serrés pour que le véhicule puisse contenir le plus de monde possible. De récentes mesures ont limité à quatre le nombre de personnes par banc. Auparavant, la règle du jeu le fixait à cinq, quelles que fussent la largeur du bus – donc celle du banc – et la corpulence des passagers. Il n'empêche que l'on est heureux si l'on trouve une place à l'intérieur.

Aux heures de pointe, les bus sont pris d'assaut. À chaque arrêt, les gens s'agglutinent au bord de la route. Jamais en rang. Le Kinois ne connaît pas l'ordre. Quand un bus arrive, tout le monde se précipite, sans considération d'âge, de sexe ou d'état physique, vers la portière tenue par le receveur. Celui-ci, souvent extrêmement insolent, exige que les passagers paient avant de monter à bord. Lorsque la pression est forte, il s'efface et attend que le véhicule se remplisse. Une fois qu'il a vendu ses billets, il ordonne au chauffeur de démarrer. Selon la distance, le prix de la course varie entre 200 et 500

francs congolais (soit entre 50 centimes et 1,30 franc suisse).

Devant l'entrée du bus, la foule offre un spectacle de lutte. Deux, voire trois personnes se bousculent pour pénétrer en même temps par une porte d'environ un mètre de large. Il arrive souvent que pendant une minute personne n'y parvienne, car les prétendants se gênent mutuellement. L'un a déjà fait entrer son buste, l'autre le bras gauche et le troisième la jambe droite. Impossible d'avancer jusqu'au moment où quelqu'un cède sous la pression de l'extérieur. Les enfants sont malmenés s'ils n'ont pas l'intelligence de se glisser sous les épaules, parfois entre les jambes, des adultes. Une fois que l'on a sa place, le calvaire est fini. On remercie Dieu pour ce miracle. Un prédicateur se lève et entonne les cantiques au «Dieu de bonté et d'amour qui a permis d'avoir le souffle ce jour, alors que bon nombre de personnes sont dans les hôpitaux et d'autres sont mortes cette nuit». Sous les chants, le chauffeur roule à tombeau ouvert pour gagner un peu de temps. Le trajet est long. Le bus couvre jusqu'à trente kilomètres avant d'arriver à destination. Le matin, tout le monde se rend à la Gombe, le centre des affaires. Le soir, chacun rentre dans sa commune.

Les routes sont cahoteuses et pleines de goulets d'étranglement. Paradoxalement, c'est sur les boulevards et les principales avenues que l'on roule le moins bien. Là, le bus a très peu de chances de parcourir cent mètres en moins de dix minutes. Parfois, il est immobilisé pendant soixante minutes. Ainsi, il faut aujourd'hui deux heures et demie pour parcourir 25 kilomètres, alors que ce trajet prenait jadis trente minutes. Chaque jour donc, des millions de personnes passent deux heures sur la route pour atteindre leur lieu de travail et autant pour retourner à leur domicile. Le Kinois est résigné à ce parcours du combattant. Pour survivre, il n'a pas d'autre choix. Mais en dépit de ses peines quotidiennes, il est toujours affable, non violent et prêt à tout pardonner. Bien que la situation ne cesse de se détériorer, des jeunes continuent de fuir la vie pénible des villages pour venir chercher en ville un improbable travail. ■



Tim Dwyer/Panor/States



Les toilettes, une évidence? Loin de là!

Les « toilettes volantes » sont un moyen très répandu d'évacuer les excréments humains, mais c'est aussi le moins hygiénique qui soit. Ce terme désigne les sacs en plastique qui sont utilisés pour déféquer chez soi, puis jetés n'importe où dans la nature ou dans les rues. Chaque jour, c'est de cette manière que se soulagent par exemple beaucoup d'habitants de Kibera, le plus grand bidonville de Nairobi, la capitale du Kenya.

Pour nous, avoir des toilettes à disposition est une évidence. Quoi de plus normal que de se rendre régulièrement au « petit coin », puis de se laver les mains avant de ressortir? Nous avons donc bien de la peine à imaginer que 2,6 milliards de personnes, soit 40 pour cent de la population mondiale, sont totalement dépourvues d'installations sanitaires. En conséquence, toutes les 20 secondes, un enfant en bas âge meurt d'une maladie diarrhéique, généralement due à un manque d'hygiène au niveau de l'approvisionnement en eau potable ou de l'évacuation des eaux usées. Cette tragédie silencieuse a tué, au cours des dix dernières années, davantage d'enfants que tous les conflits armés depuis 1945.

Jusque vers le milieu du 19^e siècle, même les Suisses ont connu des conditions d'hygiène exécrables : ils vivaient dans la puanteur des matières fécales et sous la menace permanente de tomber malade à cause de l'eau insalubre. Depuis lors, la Suisse a investi un montant total de 100 milliards de francs (!) dans l'évacuation et le traitement des eaux usées. En revanche, les pays en développement n'ont pu allouer à ce secteur que des montants largement insuffisants, surtout dans les zones rurales.

L'ONU a décidé de lutter contre cette situation inacceptable. Elle a déclaré 2008 Année internatio-

nale de l'assainissement. La Suisse s'est associée à l'action mondiale et a lancé à son tour une campagne nationale pour rappeler qu'il importe de redoubler d'efforts en la matière. Et que cet engagement doit aller de pair avec l'apprentissage d'une bonne hygiène, afin d'éviter les maladies : aller aux toilettes et se laver les mains sont deux actions indissociables l'une de l'autre. Malheureusement, en bien des endroits de la planète, les conditions ne sont pas réunies pour que les habitants puissent respecter cette règle d'hygiène élémentaire.

Bien que ce thème ne véhicule pas une image très attrayante et suggère des associations d'idées peu ragoûtantes, nous devons l'aborder, car il revêt une importance cruciale pour la santé humaine. Vous en apprendrez davantage sur le problème de l'assainissement et sur la campagne menée en Suisse en lisant la brochure jointe à la présente édition d'*Un seul monde*. J'espère que sa lecture sera pour vous intéressante et instructive. ■

Beate Wilhelm
Vice-directrice de la DDC

(De l'allemand)

Les sans-abri construisent leur avenir



The New York Times/Redux/iaif

Intégrer les femmes à la reconstruction

La région dévastée par le séisme est très conservatrice. Hors de chez elles, les femmes n'ont pas le droit d'avoir des contacts avec des hommes. C'est pourquoi quelques communes ont formé des comités séparés pour chaque sexe. En outre, toutes les équipes mobiles comprennent une travailleuse sociale, car les femmes, en particulier les veuves, ont besoin d'une aide spécifique. « Les femmes qui ont perdu leur mari au cours du tremblement de terre ne peuvent guère compter sur leurs proches ou sur leurs voisins pour les aider à reconstruire leur maison », explique Stephanie Guha. L'union communale de Shamlai, dans le district de Batagram, a organisé une formation réservée aux femmes concernant les méthodes de construction parasismique. Le but était d'intégrer les villageoises dans les travaux de reconstruction et de permettre aux femmes seules de reconstruire au besoin elles-mêmes leur habitation.

Dans le Cachemire pakistanais, dévasté par un grave séisme en 2005, l'Aide humanitaire de la DDC applique une approche novatrice : dans les communes, des comités villageois organisent eux-mêmes les travaux de reconstruction. Ainsi, les habitants se sont mis à édifier non seulement des maisons neuves, mais également un nouvel esprit communautaire qui les aide à prendre leur avenir en main.

(mr) Au matin du 8 octobre 2005, un tremblement de terre d'une magnitude de 7,6 sur l'échelle de Richter, le plus dévastateur depuis un siècle, a ravagé les montagnes du Cachemire. Les trois pays touchés – Pakistan, Inde et Afghanistan – ont dénombré quelque 70 000 morts et autant de blessés. Rien qu'au Pakistan, 600 000 maisons ont été détruites et environ 2 millions de personnes se sont retrouvées sans abri. La situation était particulièrement dramatique du fait que l'épicentre du séisme se trouvait au Pakistan. C'est pourquoi la DDC a d'emblée concentré son aide sur ce pays.

Un démarrage difficile

Après le séisme, une vision dantesque s'offrait aux survivants et aux sauveteurs. Des villages entiers avaient été rasés. Arrivée sur les lieux, l'armée pakistanaise peinait à établir un bilan des dégâts, étant donné que, dans bien des cas, il ne restait des maisons en pisé qu'un tas de terre et les décombres du toit.

L'amertume de la population n'a fait que croître par la suite : une partie des habitants ont eu des difficultés à apporter la preuve que leur maison avait bel et bien existé. Des organisations non gouvernementales locales ont par ailleurs reproché à l'organisme officiel chargé de piloter la reconstruction (Earthquake Reconstruction and Rehabilitation Authority, ERRA) de fixer des normes quasiment impossibles à respecter. Au départ, l'ERRA voulait en effet que les maisons soient reconstruites exclusivement en béton armé, afin de résister aux séismes. Dans ces villages de montagne le plus souvent éloignés de tout, dont les routes d'accès avaient été détruites par le tremblement de terre, une telle exigence aurait impliqué des problèmes insurmontables.

Ce constat a incité la DDC à intervenir auprès de l'ERRA, dont elle est une partenaire institutionnelle pour la reconstruction d'habitations rurales. « Nous avons défendu l'idée que l'ERRA devrait reconnaître et financer également d'autres modes



Reflux/laif

de construction parasismique», explique Stephanie Guha, chargée de programme adjointe à la DDC.

Diffuser l'information dans les villages

L'Aide humanitaire de la DDC gère deux des douze centres de reconstruction de l'ERRA, l'un à Batagram et l'autre à Balakot, dans la province de la Frontière du Nord-Ouest. Ces centres sont actifs au niveau de leur district respectif. Ils proposent des formations et des conseils techniques sur les constructions parasismiques. Leurs activités s'adressent aussi bien aux maçons et aux ingénieurs qu'aux propriétaires, aux soldats, aux travailleurs sociaux et aux formateurs.

En revanche, les organisations partenaires sont compétentes au niveau des communes. Elles travaillent avec des équipes mobiles, composées d'un maçon ou d'un ingénieur et de deux travailleurs sociaux (un homme et une femme). Ces trios vont de village en village; ils veillent à ce que chaque habitant reçoive les informations concernant la construction parasismique et les modalités de financement. En effet, la stratégie de reconstruction veut que les propriétaires reconstruisent eux-mêmes leur logement, mais seuls ceux qui respectent les conditions fixées par l'ERRA ont droit à une aide financière.

Le respect de ces règles est vérifié et l'argent n'est versé sur le compte des bénéficiaires que par étapes. La DDC a mis sur pied trois équipes mobiles dans l'union communale de Shamlai (district de Batagram) et trois autres dans celle de Mahandri (district

de Balakot). Elle intervient ainsi sur deux plans: en tant que responsable de deux centres de reconstruction, elle diffuse le savoir-faire technique dans les districts; en tant qu'organisation partenaire, elle met en œuvre la stratégie de reconstruction dans les villages. Pour sa part, l'ERRA se charge de la répartition des appuis financiers. Quant au financement du programme, il est assuré par la Banque mondiale.

Au service de la communauté

Pour que les informations parviennent là où il faut et qu'elles soient accessibles aussi aux femmes et aux villageois les plus pauvres, les équipes mobiles ont constitué des comités villageois pour la reconstruction des habitations privées. Les membres de ces VRC (Village Reconstruction Committees) sont désignés par les habitants. «En maints endroits, les VRC sont devenus des institutions locales et assument de plus en plus de tâches dans le développement communal», indique Stephanie Guha. Dans l'union communale de Mahandri, par exemple, plusieurs comités se sont regroupés afin d'acheter des matériaux de construction. À Tapka Shakhel, un village du district de Batagram, le VRC a réglé un conflit foncier pour que les villageois puissent construire un pont qui assure l'accès au village. ■

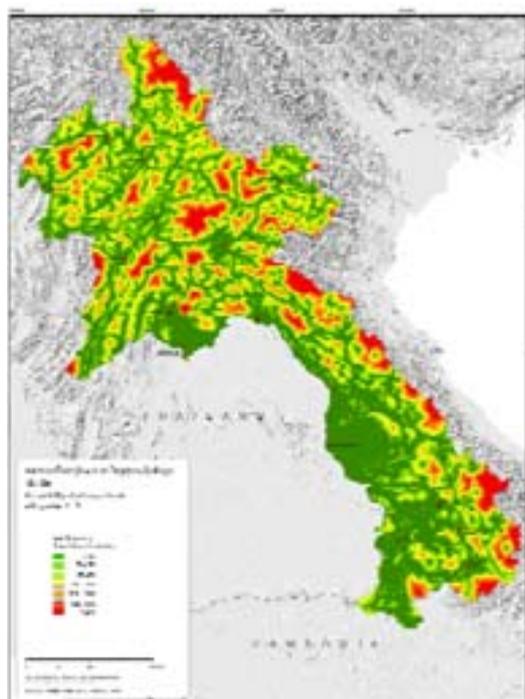
(De l'allemand)

Un magasin pour Omer Jan

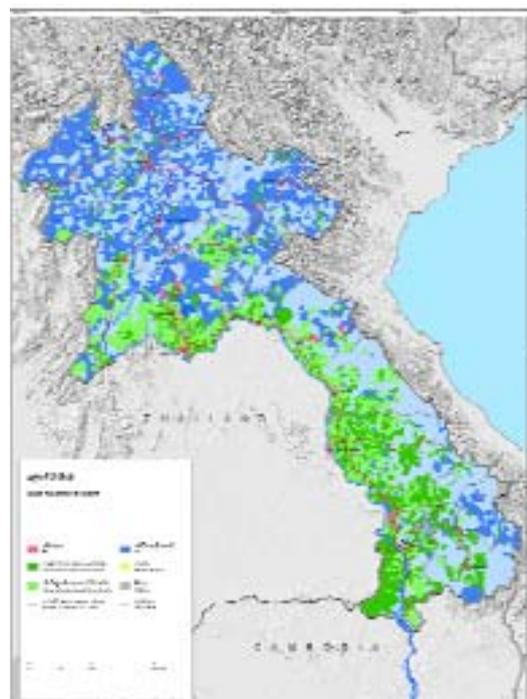
Depuis le séisme, ce sont surtout les personnes malades ou marginalisées qui ont la vie dure. Lors de leur passage dans les villages, les équipes mobiles de la DDC se sont penchées en particulier sur les besoins de ces gens et ont tenté d'entrer en contact avec eux. À Dhano, un village de montagne dans le district de Mansehra, les membres du comité villageois de reconstruction ont attiré l'attention de l'équipe mobile sur le cas de la famille d'Omer Jan. Âgée de 33 ans et mère de six jeunes enfants, cette femme mariée depuis des années à un homme souffrant de tuberculose avait elle-même contracté la maladie et n'était plus en mesure de nourrir sa famille. Grâce à l'appui de la DDC, elle a ouvert un petit magasin à son domicile et peut à nouveau subvenir aux besoins des siens.

Le Laos à la carte

Des géographes de l'Université de Berne, mandatés par la DDC, élaborent un atlas socio-économique du Laos. Une multitude de données pourront être visualisées sur des cartes numériques interactives. Cet outil facilitera notamment la mise sur pied de programmes de développement.



Temps d'accès à l'école primaire: en vert moins de trente minutes, en rouge plus de quatre heures



Les principales sources d'eau au Laos

Visage de la pauvreté au Viêt-nam

En 2004, le CDE avait déjà réalisé un atlas socio-économique du Viêt-nam, dans le cadre du Pôle de recherche national Nord-Sud. Cofinancé par la DDC, cet ouvrage a apporté de nouveaux éclairages qui ont influencé les décisions en matière de développement. Il a, par exemple, établi que l'appartenance à une ethnie minoritaire est le principal facteur de pauvreté. Le fait d'habiter dans des régions difficiles d'accès ne joue qu'un rôle secondaire. Par ailleurs, l'image de la pauvreté est totalement différente si l'on considère la proportion de personnes démunies ou leur nombre absolu: dans les montagnes, la proportion frise les 100%, mais la population est tellement clairsemée que le nombre de pauvres est très réduit; dans les régions de plaine au contraire, densément peuplées, les pauvres sont légion, alors qu'ils ne représentent qu'un faible pourcentage de la population.

(Jls) Le Laos procède régulièrement à des recensements de sa population et à des enquêtes nationales auprès des ménages. Jusqu'ici, le gouvernement local et les donateurs étrangers se fondaient sur ce matériel pour concevoir leurs programmes ou politiques de développement. Bientôt, ils auront une vue spatiale des différentes facettes de la pauvreté, ce qui améliorera sensiblement l'analyse des enjeux. Sur mandat de la DDC, le Centre pour le développement et l'environnement (CDE) de l'Université de Berne est en train de créer un atlas socio-économique du Laos. Il reprend les statistiques existantes et les convertit en cartes géographiques numériques. « Ces milliers de tableaux et de grilles sont beaucoup plus éloquents lorsqu'on peut visualiser concrètement leur contenu. L'atlas livre des informations que nous ne pourrions jamais obtenir en compilant des statistiques », explique Andreas Heinimann, chercheur au CDE.

Des écoles pas si éloignées

L'une des cartes affiche la distribution géographique de la pauvreté au niveau des villages. D'autres por-

tent sur les groupes ethniques, l'emplacement des écoles, la proportion des personnes actives, les sources d'eau, les ménages raccordés à l'électricité, la mortalité infantile, etc. Le recoupement de plusieurs d'entre elles, grâce à des logiciels spécialisés, permet de dégager des informations intéressantes. Par exemple, une carte montre que le taux d'alphabetisation est très faible dans les montagnes; sur une autre, il apparaît que depuis 80 pour cent des villages, il est possible d'atteindre une école en moins de trente minutes. Conclusion: ce n'est pas le manque d'infrastructures scolaires qui explique l'analphabétisme. « Ce constat a ébranlé une idée largement répandue au Laos, selon laquelle beaucoup de montagnards n'apprennent pas à lire et à écrire parce que le temps d'accès à l'école est trop long. Il faudra donc en chercher la cause ailleurs », remarque Nicolas Randin, chargé de programme à la DDC. « L'atlas nous permet de poser les bonnes questions, lesquelles donnent ensuite lieu à des analyses plus approfondies. C'est un outil très puissant. » L'atlas sera publié en version imprimée, sur CD et sur Internet. ■

Martin Dahinden à la tête de la DDC

Désigné début avril par le Conseil fédéral au poste de directeur de la DDC, Martin Dahinden est entré en fonction un mois plus tard. Il a succédé à Walter Fust qui a pris sa retraite fin avril. Jusqu'à sa nomination, l'ambassadeur Dahinden était Directeur des ressources et du réseau extérieur (DRE) au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Il était chargé des ressources du département, de la bonne marche du réseau de représentations suisses à l'étranger et de l'accomplissement des tâches consulaires. Auparavant, Martin Dahinden a dirigé le Centre de déminage humanitaire à Genève. Durant sa carrière diplomatique au DFAE, il a été affecté à Genève (délégation suisse auprès du GATT), à l'ambassade de Suisse à Paris, à celle de Lagos (Nigeria) en tant que premier

collaborateur et temporairement à la Mission d'observation permanente de la Suisse auprès des Nations Unies à New York. À la centrale, il a occupé successivement des postes au sein de la section pour la politique du désarmement et des questions nucléaires, en qualité de chef de la section OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) et comme suppléant du chef de l'état-major de coordination durant l'année présidentielle suisse à l'OSCE en 1996. Par la suite, il a été chef suppléant de la Mission suisse auprès de l'OTAN à Bruxelles. Avant son entrée au service diplomatique, il avait travaillé comme assistant à l'Université de Zurich ainsi que dans une banque et une maison d'édition. Martin Dahinden est titulaire d'un doctorat en sciences économiques de l'Université de Zurich. Il est marié et père de deux enfants.

Appel à témoins de la Suisse humanitaire

(juj) Depuis des décennies, des milliers de Suissesses et de Suisses se sont engagés dans des missions humanitaires, partout dans le monde. Un ambitieux projet d'histoire orale va leur être consacré, qui rassemblera leurs souvenirs les plus marquants. Intitulé «*humem – Das Gedächtnis der humanitären Schweiz / La mémoire de la Suisse humanitaire*», il racontera l'histoire de la Suisse humanitaire de 1945 à nos jours. Pour mener à bien ce projet soutenu par la DDC, le réalisateur Frédéric Gonseth et son équipe recherchent des femmes et des hommes qui ont participé à des missions humanitaires à l'étranger durant les soixante dernières années et qui sont prêts à raconter leurs expériences. Menés par des historiens et des cinéastes, ces entretiens seront filmés. Ils seront ensuite rassemblés dans une ar-

chive audiovisuelle accessible au public. Ils pourront alors être utilisés pour des projets de livres, de films et d'expositions, ou encore être mis à disposition pour des travaux scientifiques et journalistiques. Dans un premier temps, une centaine de personnes seront ainsi interrogées et amenées à compléter leur témoignage par des photos, des notes personnelles ou des rapports. L'association *humem* utilisera ensuite ces récits pour en faire une exposition itinérante interactive, un livre et un coffret DVD. Celui-ci pourra notamment servir aux enseignants désireux de travailler avec leurs élèves sur le thème de l'aide humanitaire.

Renseignements supplémentaires : www.humem.ch

Au fait, qu'est-ce que le *mainstreaming* ?

(bf) Le mot anglais *mainstream* se traduit littéralement par «courant dominant». Celui de *mainstreaming* signifie donc «intégrer dans le courant dominant». Il est devenu un terme à la mode pour désigner la nécessité d'accorder une importance centrale, dans toutes les activités et décisions, à un thème, une méthode ou un principe jusque-là négligés. La coopération au développement applique cette notion à des sujets tels que le genre, la gouvernance, la jeunesse ou le sida. Dans une agence comme la DDC, le *gender mainstreaming* se traduit par l'intégration de la problématique hommes-femmes dans chaque projet de développement – qu'il s'agisse de reboisement, de sécurité des revenus ou d'autres thèmes –, et cela à toutes les étapes du processus. Premièrement, le dossier justificatif du projet doit analyser les rapports sociaux entre les sexes, fixer des objectifs à atteindre en matière d'égalité et formuler des stratégies visant à promouvoir l'égalité. Deuxièmement, la phase de planification doit inclure des données et des analyses sur le genre, qui sont importantes pour la finalité des activités. Troisièmement, la réalisation du projet, depuis le tout début jusqu'à l'évaluation finale, utilisera des indicateurs sexospécifiques (cela exige toutefois que l'on dispose d'un nombre suffisant de données classées par sexe). Quatrièmement, l'intégration thématique de la dimension hommes-femmes sera rendue possible au niveau institutionnel

– budget approprié, recours à des spécialistes, organisation de cours sur la problématique de genre, système de comptes rendus ad hoc, etc.



Paul Henn/laif

Quand il faut choisir entre manger et conduire



Comed Pieperburg/lat

Question de génération

Les biocarburants actuels, dits de la première génération, sont fabriqués à partir de la partie comestible de plantes cultivées. Les deux principaux se présentent sous forme liquide: le bioéthanol, que l'on mélange à l'essence conventionnelle, s'obtient par la transformation de l'amidon ou du sucre contenus dans différents végétaux (maïs, blé, patate douce, canne à sucre, betterave...); le biodiesel, que l'on incorpore au diesel d'origine fossile, s'obtient par le pressage de graines oléagineuses, par exemple celles du colza, du tournesol, du soja ou du palmier à huile. Chercheurs et industriels travaillent à la mise au point de technologies permettant de convertir en bioéthanol l'ensemble de la plante, ainsi que tout autre végétal riche en cellulose (paille, luzerne, bois, écorce, feuilles, fumier, copeaux, etc.). Les biocarburants de seconde génération ne devraient donc plus concurrencer l'alimentation. Mais ils ne seront pas disponibles avant dix ou quinze ans.

De plus en plus de terres arables sont mobilisées pour la culture à grande échelle de plantes alimentaires destinées à être transformées en carburant. Les acteurs du développement sont préoccupés par les impacts négatifs de cette production sur les populations pauvres et l'environnement. Un système de standardisation est en préparation. De Jane-Lise Schneeberger.

Le marché des biocarburants – ou agrocarburants – est en plein essor. Les États misent sur cette forme d'énergie pour freiner le réchauffement climatique, réduire leur dépendance énergétique et offrir de nouveaux débouchés à leur agriculture. Ils encouragent, par diverses mesures d'aide, la production et la consommation de carburants tirés du maïs, du colza, du soja, de la canne à sucre, etc. Dans les pays de l'OCDE, les subventions étatiques se montent à 15 milliards de dollars par an. À l'heure actuelle, les substituts d'origine végétale ne représentent que 1% de la totalité des carburants utilisés dans les transports. Mais les États-Unis entendent faire passer cette proportion à 20% d'ici 2017 et l'Union européenne à 10% d'ici 2010. Pour y parvenir, ils devront intensifier leurs importations en provenance des pays en développement et émergents.

Conflit entre énergie et alimentation

Une telle perspective semble pleine de promesses

pour les pays du Sud. «L'or vert» pourrait dynamiser leur économie et réduire la pauvreté. Mais pour l'instant, cette production profite surtout aux multinationales et aux grands propriétaires terriens qui contrôlent le marché. Les populations, elles, n'en connaissent généralement que les mauvais côtés.

L'extension rapide des surfaces agricoles consacrées aux plantes «énergétiques» s'accompagne d'une réduction des cultures vivrières. Les biocarburants entrent ainsi en concurrence directe avec l'alimentation, alors que 854 millions d'êtres humains souffrent de malnutrition dans le monde. «Nous prenons la nourriture des pauvres dans le seul but de ne rien changer à nos habitudes de mobilité, de continuer à rouler sans restriction et avec la conscience tranquille», s'insurge Rosmarie Bär, coordinatrice de la politique de développement d'Alliance Sud.

Le boom des agrocarburants contribue au renchérissement des céréales et autres denrées alimen-



The New York Times/Reedux/Inf

La culture de plantes destinées à être transformées en carburants (ici une plantation de canne à sucre au Brésil) a souvent des impacts négatifs sur l'environnement et menace l'approvisionnement alimentaire

taires, dont les prix ont atteint des niveaux historiques. Selon l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), les cours vont continuer à croître. Cette hausse frappera de plein fouet les consommateurs les plus pauvres, qui dépensent 50 à 70 pour cent de leurs revenus pour se nourrir. Des prix élevés sont en principe intéressants pour les agriculteurs qui tirent un meilleur profit de leurs récoltes. Mais il s'agit d'un marché très volatile, relève Willi Graf, chargé de ce dossier à la DDC : « Pour la première fois dans l'histoire, le prix de l'alimentation dépend de celui de l'énergie. Ce lien aberrant peut engendrer de fortes fluctuations. Si un grand pays producteur décide de ne plus fabriquer de bioéthanol, il mettra sur le marché une avalanche de céréales ou de sucre destinés à l'alimentation, ce qui provoquera l'effondrement des cours. Or, les petits producteurs n'ont pas de réserves financières pour amortir le choc. »

Par ailleurs, l'installation des nouvelles cultures s'est traduite dans plusieurs pays par le départ, voire l'expulsion, de petits paysans qui émigrent vers les bidonvilles. Ceux qui restent sur place et se mettent au service des plantations travaillent pour des salaires de misère et parfois dans des conditions proches de l'esclavage.

Pas de subventions!

Ces monocultures, extrêmement gourmandes en eau, engrais et pesticides, provoquent également des nuisances écologiques. En mai 2007, le Laboratoire

fédéral d'essai des matériaux et de recherche (EMPA) a montré que les substituts végétaux ne sont pas nécessairement plus respectueux de l'environnement que l'essence ou le diesel conventionnels.

L'EMPA a calculé l'écobilan de chacune des filières, en tenant compte de l'énergie fossile utilisée pour la culture et la transformation des plantes. De grandes différences existent entre elles. Ainsi, l'éthanol fabriqué au Brésil avec de la canne à sucre est nettement plus rentable, financièrement et écologiquement, que celui tiré du maïs aux États-Unis. De manière générale, la production est plus efficace dans les pays tropicaux, grâce au climat favorable et au coût de la main-d'œuvre. Sous ces latitudes, la principale atteinte à l'environnement vient du défrichage des forêts par brûlis, qui libère de grandes quantités de CO₂ et détruit la biodiversité. Dans les zones tempérées, le bilan écologique est surtout grevé par la fertilisation intensive et la mécanisation.

Étant donné les impacts négatifs des biocarburants, la DDC estime que leur modeste contribution à la réduction des gaz à effet de serre ne justifie pas de les privilégier par rapport à d'autres sources d'énergie. « En l'état actuel des technologies, aucune subvention ne devrait être accordée à la production intensive d'agrocarburants sur de grandes surfaces », affirme Willi Graf. En revanche, la DDC appuie des initiatives à l'échelon local. Il est en effet possible de couvrir les besoins en énergie de villages recu-

Les principaux producteurs

À eux deux, le Brésil et les États-Unis assurent 70% de la production mondiale de bioéthanol. Pour obtenir ce biocarburant, qui est de loin le plus utilisé dans les transports, les Américains transforment du maïs et les Brésiliens de la canne à sucre. Les 30% restants sont produits essentiellement par l'Union européenne (UE), qui convertit des céréales ou de la betterave, ainsi que par la Chine (maïs, manioc, riz) et l'Inde (canne à sucre, jatropha). Quant au marché du biodiesel, il est dominé par l'UE qui produit 80% du volume total, principalement à partir du colza et du tournesol. Mais le biodiesel progresse également aux États-Unis, en Australie et dans plusieurs pays émergents ou en développement. Parmi ces derniers figurent l'Argentine et le Paraguay, qui disposent déjà de vastes plantations de soja, ainsi que la Malaisie et l'Indonésie, les deux plus importants producteurs d'huile de palme.

Contrairement aux autres plantes « énergétiques » qui mobilisent de vastes surfaces agricoles au détriment des cultures vivrières, le jatropha (ici dans le Gujarat, en Inde) n'est pas comestible et peut pousser sur des terres arides



Jörg Bohling/Still Pictures (2)

lés, en alimentant des génératrices avec du biodiesel extrait d'oléagineux cultivés sur place.

Un label de qualité

La production doit être soumise à des normes, sociales et écologiques en particulier. C'est pourquoi la Table ronde sur les biocarburants durables, lancée en 2007 par l'EPFL, élabore un système de standardisation. Elle regroupe quelque 600 participants du monde entier, issus de l'industrie, des pouvoirs publics, de la société civile et du milieu académique. « Nous partons de l'idée que les normes seront facilement acceptées, vu que tous les acteurs auront participé à leur rédaction », relève la coordinatrice Charlotte Opal. Les entreprises pourront se référer à cet outil pour améliorer leurs pratiques et les gouvernements pour déterminer quelles filières méritent d'obtenir des subventions ou des exonérations fiscales.

Il serait faux de rejeter en bloc les biocarburants, insiste M^{me} Opal. Si certains affichent un écobilan déplorable, d'autres sont, aujourd'hui déjà, produits de manière durable. « Ce secteur peut vraiment représenter une chance pour les pays du Sud. Bien organisées, les grandes plantations peuvent créer des emplois ruraux. Et d'autres filières constituent des sources potentielles de revenus pour de petits paysans organisés en coopératives. » Le jatropha est l'une des plantes les plus prometteuses à cet égard, ajoute Charlotte Opal. Cet arbuste à croissance rapide exige beaucoup de travail manuel. Et il pousse bien sur des terres arides ou dégradées, peu propices à la culture de plantes vivrières.



Explorer de nouvelles pistes

Rosmarie Bär doute de l'efficacité d'une standardisation : « On peut édicter des normes sur l'efficacité énergétique ou les conditions de travail. Toutefois, le problème fondamental demeure, à savoir que cette industrie prive les pauvres de leur nourriture, de leurs terres et de leurs ressources en eau. Peut-être les biocarburants de seconde génération apporteront-ils une solution, mais ce n'est pas pour demain. » Ces technologies, qui permettront de transformer des végétaux non comestibles, sont actuellement à l'étude. Selon Willi Graf, il conviendrait aussi d'intensifier la recherche sur l'énergie solaire, éolienne, le moteur à hydrogène, etc., des pistes insuffisamment explorées jusqu'ici. ■

Bio ou agro

L'appellation « biocarburants » s'est imposée ces dernières années pour désigner l'éthanol ou le diesel fabriqués à partir de végétaux. Le préfixe « bio » laisse supposer qu'ils sont issus d'une agriculture biologique et qu'ils ne grèvent pas l'environnement. Or, le plus souvent, ces combustibles proviennent de plantes génétiquement modifiées et cultivées de manière industrielle, sur de vastes surfaces, avec force engrais et pesticides. C'est pourquoi certains préfèrent utiliser le terme « agro-carburants », lancé par Via Campesina, un mouvement international de défense des petits paysans.

Premier voyage

Billet aller-retour Port-au-Prince/Floride, mais la jeune fille sait qu'elle ne reviendra pas. La tante s'est levée aux aurores pour lui offrir un petit déjeuner traditionnel. Cela fait longtemps que les traditions s'enlisent derrière les montagnes que nul ne regarde. Pourtant, les montagnes dominent les quatre coins de l'île. *Dèyè mòn gen mòn*. On ne peut échapper à leurs silhouettes à moins d'y être obligé par la misère.

Nous sommes à l'aéroport international de Port-au-Prince, ci-devant Aéroport Toussaint Louverture, du nom de ce grand stratège, esclave intelligent qui se battit pour l'émancipation des Noirs du temps de Saint-Domingue. Aujourd'hui, l'image du général rivalise avec celle du quartier le plus mal famé de la capitale pour symboliser ce quart d'île. Pour les médias internationaux, Haïti se résume-t-elle à Cité Soleil et à ses enfants affamés? Ou est-ce aussi la terre de Toussaint Louverture et de la première république noire, victorieuse de l'armée de Napoléon?

Moi, l'écrivaine, je vois la jeune

filie écarquiller des yeux secs face au destin. Elle tourne résolument le dos au quotidien de tracasseries et d'humiliations. À l'école qui l'a renvoyée parce qu'elle n'avait pas payé les frais mensuels, à la faim trop présente dans ce logis exigu de la capitale où la tante l'a recueillie au décès de sa mère. Elle voudrait gommer les souvenirs qui justifient son départ mais pèsent si lourd dans son sac de voyage. Beaucoup plus que les douceurs que sa tante y a glissées : des bâtonnets de menthe aux couleurs d'arc-en-ciel, des paquets de sucres aux noix. Des noix venant tout droit de leur village natal. Un petit coin au nord, où la vie sent bon les feuilles d'orangers.

Une seconde, mon regard croise le sien et j'y lis le défi, l'angoisse et une lueur d'espoir si infime que je crois rêver. La jeune fille fourrage dans sa valise comme pour échapper à tout désir de contact. Des senteurs de pâtisseries au beurre se mêlent à celles des noix. Je la vois refermer le sac d'un geste rageur. Ses yeux soudain moites dévoilent un chagrin qu'elle refuse de tout son corps maussade et impa-

tient. Derrière ses prunelles, elle voit sa tante la serrer une dernière fois : « Sois courageuse ! Ta mère serait contente de savoir que tu as ta chance. » Elle rejette cette image qui lui donne trop envie de pleurer, la remplace par celle de son dernier échec au bac, par ses longues et futiles démarches à la recherche d'un emploi. Par son désarroi constant devant une vie qui n'offre aucune once de bonheur, nul coin où attendre que s'arrête la déveine.

La voix impersonnelle des haut-parleurs annonce l'embarquement du vol à destination de Miami. Porte A. Embarquement immédiat. La jeune fille se lève avec, dans ses pas, tous les « au revoir » qu'elle ne dira pas. À son petit frère qui, boudeur dans son chagrin, s'est caché la tête entre ses deux mains pour ne pas la voir grimper dans le taxi. À son petit ami qui a essayé plusieurs fois de gagner les côtes de la Floride depuis l'île de la Tortue. Les garde-côtes américains l'ont si souvent refoulé que sa silhouette s'est courbée pour se confondre avec l'esquisse d'un voilier délaissé par le vent.

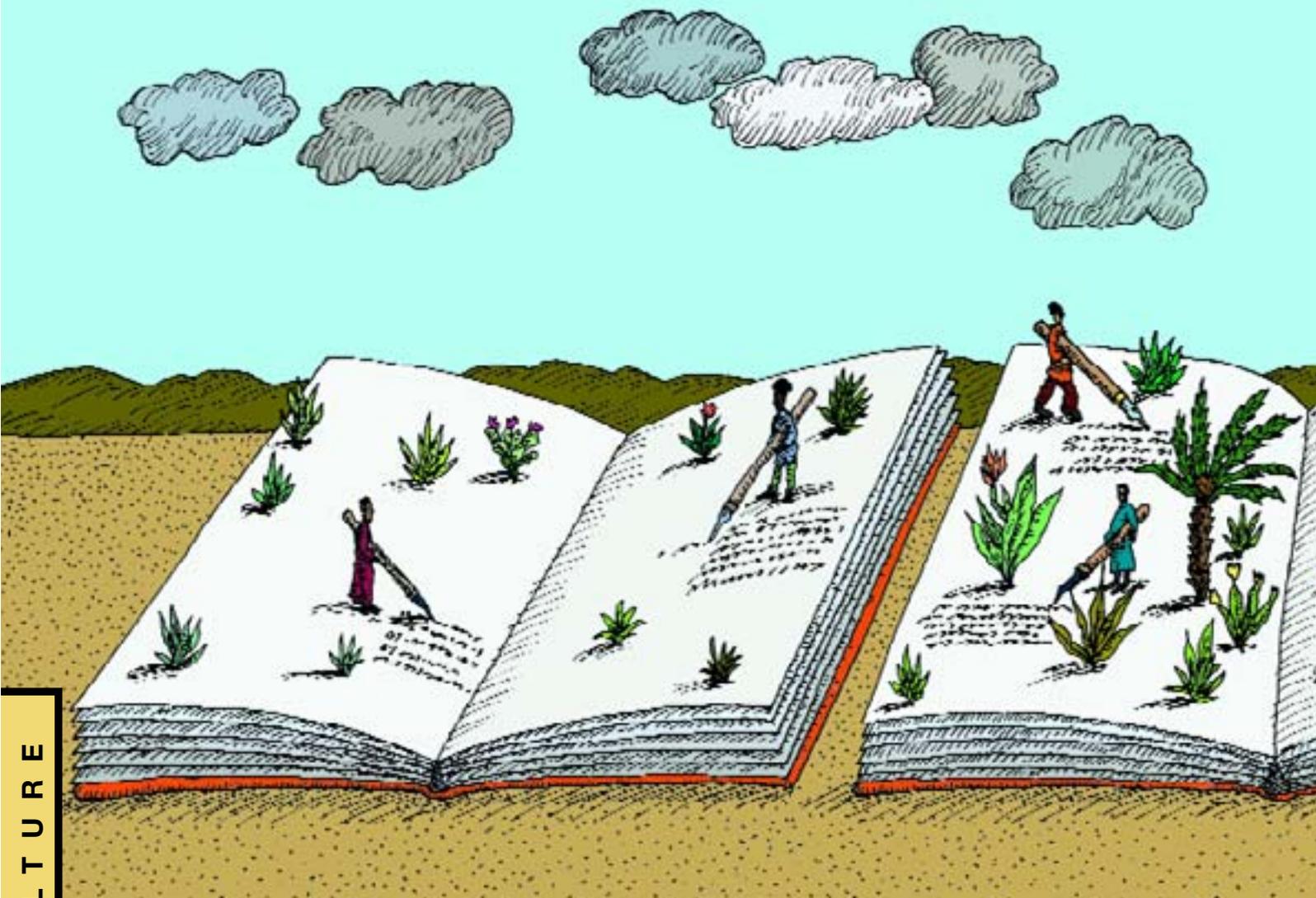
Moi, l'écrivaine, je suis des yeux la jeune fille qui s'avance lourdement sur le tarmac, vers ailleurs. Soudain, son regard se tourne en arrière, vers cette île qui bientôt ne sera plus qu'un panorama distant : la vue désolante d'une terre ravagée, des silhouettes minuscules. Les montagnes impassibles et dignes lui envoient une persistante odeur de feuilles d'orangers. Je la vois essuyer rageusement ses yeux. Ses larmes tombent en silence alors que se ferment les portes de l'avion. ■



Évelyne Trouillot, de nationalité haïtienne, est née en 1954 à Port-au-Prince, où elle vit actuellement. Romancière, nouvelliste et poétesse, elle est également professeure de français à l'Université d'État et dans une université privée. Elle a publié des romans, des recueils de nouvelles, des recueils de poésie en français et en créole, de même qu'un essai sur l'enfance et l'État de droit en Haïti, intitulé *Restituer l'enfance* (Haïti Solidarité Internationale, 2002). Son roman *Rosalie l'infâme* (Dapper, 2003) a reçu le Prix de la romancière francophone, à Grenoble en 2004, et son premier texte théâtral *Le Bleu de l'île* a reçu le premier prix ex æquo du Prix Beaumarchais des Écritures théâtrales de la Caraïbe en 2005.



The NewYorkTimes/Reuters/laif



Un jardin dans la poche

Les livres du Sud ont de la peine à percer sur le marché européen. Ils se heurtent aux préjugés, au manque de moyens et à des éditeurs allergiques au risque. Pourtant, alors que les auteurs africains rencontrent toujours autant de difficultés, la littérature latino-américaine a gagné ses lettres de noblesse dans nos contrées. De Maria Roselli.

« Un livre, c'est comme un jardin que l'on transporte dans sa poche. » Bien mieux que tout autre, ce proverbe arabe exprime la force et la beauté de l'écrit. Pour les ouvrages d'autres cultures, il n'est toutefois pas facile de parvenir jusqu'à la poche du lecteur européen. Hormis la douzaine d'écrivains mondialement connus, comme Gabriel García Márquez, Jorge Amado, Isabel Allende, Ahmadou Kourouma, Nadine Gordimer, Naguib

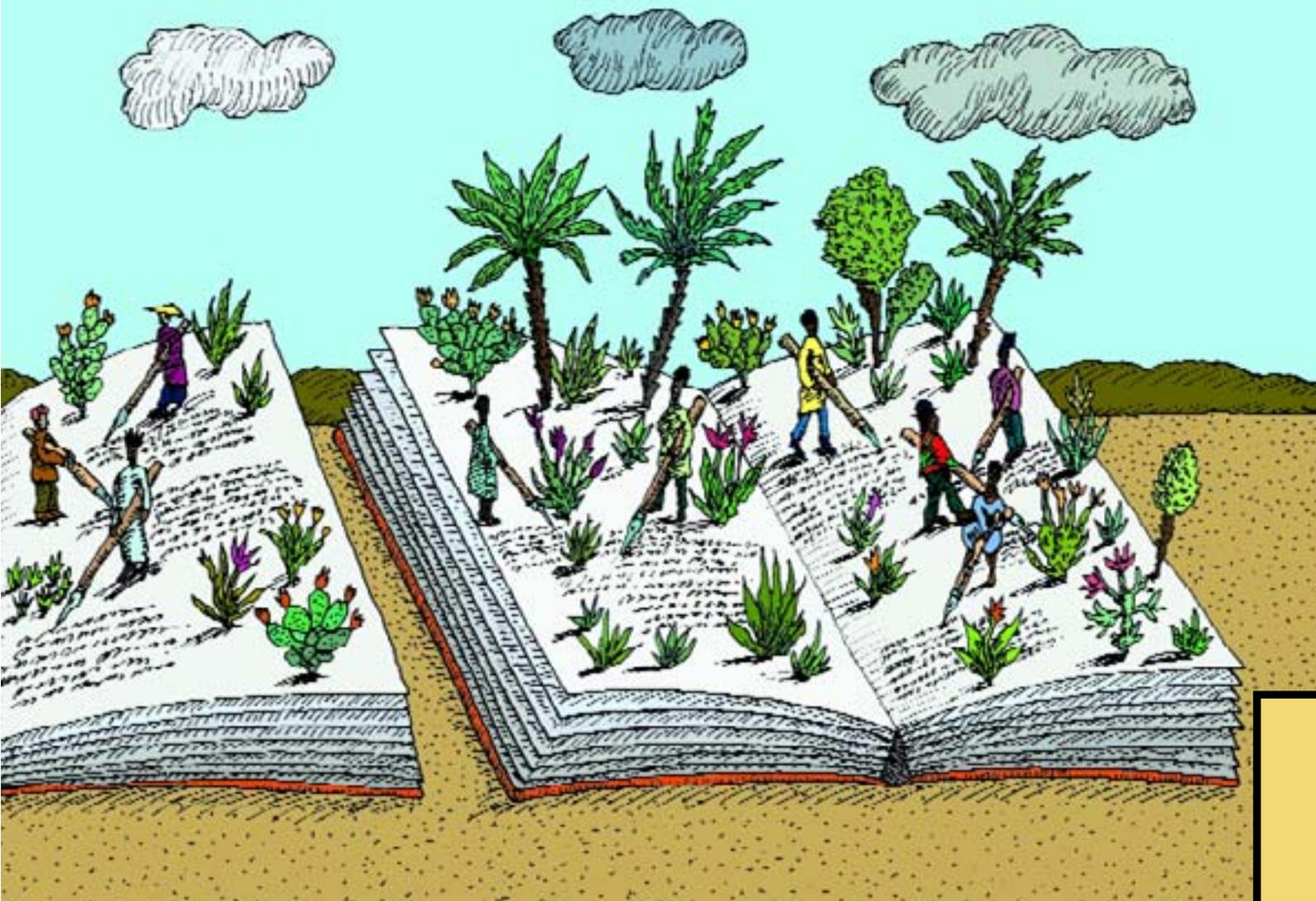
Mahfouz, Tchinguiz Aïtmatov et quelques nouveaux venus, tels l'Égyptien Alaa al-Aswani ou l'Afghan Khaled Hosseini, les auteurs du Sud éprouvent de grandes difficultés à se faire une place sur le marché européen du livre.

La voie est semée d'embûches. Pour commencer, il faut trouver un éditeur qui soit prêt à publier un auteur inconnu ici. Ensuite, il faut réunir de l'argent pour la traduction et pour des opérations publicitaires desti-

nées à s'attirer les bonnes grâces de lecteurs prisonniers de leurs préjugés. Enfin, il reste à dénicher des critiques compétents qui aiment partir à la découverte de perles rares et savent faire partager leur enthousiasme à leurs lecteurs.

Dans le monde germanophone, « seule une poignée de maisons d'édition publient depuis des années la littérature du Sud », indique Chudi Bürgi, responsable de « Der andere Literaturklub » (voir p. 32) auprès d'Artlink

(anciennement Culture et Développement). Ainsi, Unionsverlag (Zurich) publie des livres de tous les continents, Lenos (Bâle) s'est spécialisée dans la littérature arabe, Rotpunktverlag (Zurich) édite des livres d'Amérique latine, tandis que les éditions Amman (Zurich) se concentrent sur certains auteurs en particulier. Enfin, la maison allemande Peter Hammer (Wuppertal) est connue pour ses traductions d'auteurs africains.



Les comités de lecture détiennent la clé du marché

Ce n'est pas durant la phase de création que les auteurs rencontrent le plus de problèmes, mais au moment où ils prétendent faire publier leur manuscrit. La Gesellschaft zur Förderung der Literatur aus Afrika, Asien und Lateinamerika (Société de promotion de la littérature d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine) œuvre depuis 28 ans pour leur faciliter ce passage de l'écriture à l'impression. Rattachée à la Foire du livre de Francfort, elle attire l'attention d'éditeurs germanophones sur des livres du Sud qui méritent d'être traduits. Elle est aussi un centre d'information et de documentation sur la littérature de ces trois continents et gère un

fonds de traduction, alimenté par le ministère allemand des Affaires étrangères et Pro Helvetia.

Peter Ripken, figure marquante de cette société, connaît bien les difficultés liées à la diffusion de la littérature du Sud. Il est toutefois persuadé d'une chose : « Contrairement à ce que l'on pourrait penser, ce ne sont ni les gouvernements ni les religions qui exercent la censure la plus féroce, mais les comités de lecture. Ils détiennent le sésame qui mène au marché. » Pour être publié, un livre doit enthousiasmer le comité, et c'est là que ses ennuis commencent. On ne lui demande pas seulement d'être bien écrit, mais également adapté au public local. Or, la littérature d'autres cultures, en

particulier celle de l'Afrique, est justement considérée comme peu accessible au large public. Pour nombre d'Européens, l'Afrique reste synonyme de famine et de sida. « Un cliché qui mène la vie dure aux auteurs. » Une fois qu'il est parvenu à trouver une maison d'édition, l'écrivain n'a parcouru que la moitié du chemin. Selon Peter Ripken, il arrive que des livres soient traduits, mais qu'ils se noient ensuite dans la masse, faute de publicité appropriée. « Les livres du Sud sont souvent marginalisés sur le plan économique. Par conséquent, ils ne se vendent pas et l'éditeur décide alors rapidement qu'il ne se lancera plus dans de telles aventures. »

Le livre équitable

Jean Richard, lui, fait partie des rares éditeurs qui renouvellent cette aventure depuis des années sans se lasser. Responsable des Éditions d'en bas, à Lausanne, il est également l'un des coordinateurs du Salon africain du livre, dans le cadre du Salon international du livre de Genève. Avec l'appui de la DDC, il offre à des éditeurs et à des auteurs africains la possibilité de venir présenter leurs ouvrages dans cette enceinte. Tout son enthousiasme, Jean Richard le met au service des livres du Sud. « Cela fait une dizaine d'années que des éditeurs européens publient des écrivains africains. Ce phénomène est certes réjouissant, mais en même temps, il constitue une sorte de pillage littéraire »,



Illustration: Laurent Cocchi

estime Jean Richard. En effet, les livres édités ici sont un produit de luxe pour les lecteurs africains, qui gagnent en moyenne 2 euros par jour. Voilà pourquoi ce fils de missionnaire, né au Lesotho, a décidé d'adhérer à l'Alliance des éditeurs indépendants, qui regroupe quelque 80 maisons d'édition de 40 nationalités différentes. Ce réseau international s'attache à négocier des conditions commerciales équitables entre ses membres, en réalisant des coéditions Nord-Sud. L'alliance a également créé un label, « Le livre équitable », qu'elle attribue aux livres édités selon des critères justes et solidaires sur le plan économique et social. Jean Richard s'en réjouit, même s'il ne s'agit que d'une première étape: « Cela permet aux Africains de se réapproprier leur littérature. Grâce aux processus de coédition solidaire, le même livre peut être vendu pour 15 euros en France, 8 au Maroc et 5 au Mali. » On voit

surtout ce label sur la couverture des livres paraissant dans les séries « Enjeux Planète » et « Terre d'écriture ».

Intégrés dans la littérature mondiale

S'il est une littérature qui a réussi sa percée sur le marché suisse du livre, c'est bien celle de l'Amérique du Sud. Au cours des trois dernières décennies, sa situation n'a cessé de s'améliorer, comme le souligne Andreas Simmen, responsable de collection et spécialiste de l'Amérique latine chez Rotpunktverlag. Depuis trente ans, Andreas Simmen se passionne pour cette partie du monde. Dans sa jeunesse, il a découvert *Cent ans de solitude*, de Gabriel García Márquez. La lecture de cet ouvrage l'a tellement marqué qu'il a décidé d'apprendre la langue de l'auteur. Il est donc à présent en mesure de juger par lui-même quelles œuvres sud-américaines méritent ou non d'être traduites.

« Aujourd'hui, les gens ne lisent pas pour les mêmes raisons qu'il y a trente ans », dit-il. À l'époque, il existait encore un vaste mouvement de solidarité. Les gens de gauche, en particulier, lisaient des livres sud-américains par intérêt politique. Cette motivation a disparu entre-temps. Les personnes qui lisent de tels ouvrages ne le font plus par conviction politique, mais parce que cette littérature a acquis ses lettres de noblesse et que l'on a reconnu la valeur de ses textes. Chudi Bürgi, d'Artlink, renchérit: « La littérature latino-américaine a quitté les étagères réservées au tiers monde et elle a trouvé sa place dans la littérature mondiale. » C'est là effectivement une évolution positive. Espérons que les littératures d'autres continents connaîtront le même sort. Peut-être qu'à l'avenir, de plus en plus de gens transporteront alors un jardin dans leur poche. ■

(De l'allemand)

Livres du Sud sur abonnement

« Der andere Literaturklub » (l'autre club littéraire) s'attache à promouvoir la littérature d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine dans l'espace germanophone, en diffusant les premières traductions d'ouvrages auprès d'un lectorat d'un type particulier. Pour un montant annuel de 120 francs, les abonnés reçoivent quatre romans sélectionnés et le magazine trimestriel *Literaturnachrichten*, qui contient des informations sur la littérature du Sud. « Der andere Literaturklub » a été fondé en 1985 à Francfort par la Société allemande de promotion de la littérature d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Sur l'initiative de la Déclaration de Berne (DB), il a également trouvé un public en Suisse alémanique. Fin 2007, la DB a transmis le relais au bureau de coopération culturelle d'Artlink.



Artistes du monde à Martigny

(hel) Les Journées des cinq continents se déroulent les 13 et 14 juin à Martigny. Cette quinzième édition propose notamment des musiques et des danses du Burkina Faso, de Colombie, d'Azerbaïdjan, de Serbie, du Liban, du Maroc, du Soudan, du Danemark, etc. Si la programmation demeure centrée sur la musique traditionnelle, elle accorde également une large place à d'autres expressions artistiques, comme le théâtre, la danse, le cinéma et les arts plastiques. Cette diversité permet aux visiteurs de faire un véritable voyage interculturel au cœur de la ville. L'espace dédié au festival est conçu de façon à favoriser une jonction harmonieuse entre l'écoute, les échanges multiculturels et la découverte de productions artisanales ou de spécialités culinaires des quatre coins de la planète. Basée sur la participation et l'engagement citoyen, la manifestation doit surtout sa réussite à l'implication de dizaines d'associations et d'environ 300 bénévoles.

Journées des cinq continents, Martigny, 13 et 14 juin

Portraits de jeunes Maliens

(jls) Malick Sidibé est l'un des représentants majeurs de la pho-



tographie africaine. Son œuvre constitue une chronique de la société malienne, qu'il saisit aussi bien lors de manifestations festives que dans le cadre isolé de son studio. Le Centre PasquArt, à Bienne, présente un choix inédit de portraits réalisés depuis 1962 par cet artiste malien âgé aujourd'hui de 73 ans. L'exposition est intitulée «Bagadadji», nom du quartier populaire de Bamako dans lequel Malick Sidibé avait installé son studio. Ces images montrent en particulier la jeunesse urbaine d'alors, qui cherche sa place dans un pays en pleine modernisation suite à l'indépendance obtenue en 1960. Le soir, sur le chemin des clubs de la capitale, des jeunes venaient se faire photographier chez lui avec quelque chose à montrer ou à immortaliser: une montre, une moto ou un vêtement neufs, leur talent de boxeur ou de dandy, voire leur profonde amitié.

«Bagadadji», du 29 juin au 31 août, Centre PasquArt, Bienne; ouverture: du mercredi au vendredi de 14 à 18 heures, samedi et dimanche de 11 à 18 heures; informations: www.pasquart.ch

L'âme de l'Arménie

(er) «Sa musique nous permet de percevoir l'infini ou, du moins, de nous libérer du temps qui passe.» C'est ainsi que l'un des pères du funk, George Clinton, décrit l'art phénoménal de Djivan Gasparyan, virtuose du *doudouk*. Nombre d'autres musiciens sont profondément impressionnés par la chaleur des sons que l'artiste arménien, mille fois distingué, tire de ce petit hautbois taillé dans du bois d'abricotier. Andreas Vollenweider, Sainkho Namtchylak, Nusrat Fateh Ali Khan ou encore l'Avedis String Orchestra ont enregistré avec lui de merveilleuses compositions. Ces morceaux ainsi que des solos uniques figurent sur un double CD, accom-



pagné d'un livret riche en informations. Le label Network rend ainsi hommage à un artiste d'exception qui fêtera ses 80 ans en octobre. Ce coffret illustre avec combien d'égards et de prudence, mais aussi avec quelle ouverture d'esprit Djivan Gasparyan associe à la musique contemporaine les sonorités traditionnelles de son pays, situé à la croisée entre l'Orient et l'Occident. Sa musique touche le cœur d'innombrables admirateurs de par le monde et parvient presque à faire pleurer le ciel. *Djivan Gasparyan: «The Soul of Armenia» (Network/Musikvertrieb)*

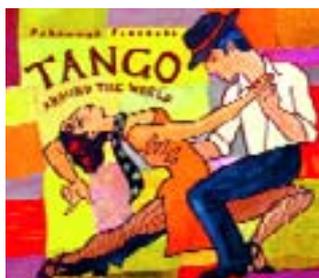
Les plus beaux tangos du monde

(er) La tangomania mondiale n'est pas un mythe. Preuve en est une magnifique compilation de onze morceaux provenant de huit pays, qui propose un voyage musical étonnant du Sénégal à la Finlande, de l'Espagne à la Serbie en passant par l'Argentine. Il suffit de se laisser guider par des musiciens tels que Federico Aubele ou Ousmane Touré, le Earth Wheel Sky Band ou la formation Electrocutango. Et l'on est emporté par des passages rêveurs au bandonéon, de sublimes accords de guitare et de piano, des rythmes scandés sur la

Service

Manifestation

Exposition



basse, de vibrantes voix féminines, des chants parlés et même des passages électroniques. On découvrira ainsi des tangos aux accents klezmer ou boléro, assaisonnés d'un soupçon de fado ou de soul tzigane. Les morceaux expriment la passion, la mélancolie et la douleur, mais aussi la subtilité et l'érotisme qui caractérisent le tango depuis qu'il a vu le jour sur le cours inférieur du Rio de la Plata.

Artistes divers : « *Tango Around the World* » (Putumayo/Disques Office)

La pop du petit faucon

(er) Il était une fois à Lagos, au Nigeria, une jeune fille qui voulait devenir chanteuse. D'abord opposés à ce projet, ses parents ont fini par accepter qu'elle suive des cours de musique. Par la suite, Asa (prononcez « Acha ») est partie pour Paris, où elle s'est liée d'amitié avec un compatriote, Cobhams Asuquo, jeune multi-instrumentiste aveugle. C'est avec lui que la chanteuse, âgée de 25 ans, crée aujourd'hui son propre paysage pop aux mille facettes, où se mêlent avec élégance folk, musique noire, musique urbaine, R&B, une touche de reggae, le swing du gospel ainsi que des grooves de basse et de percus-



sions. Asa écrit et compose elle-même cette musique agile qui se love agréablement dans l'oreille, notamment grâce à sa voix soul. À travers des textes en anglais et en yoruba, elle pose un regard critique et engagé sur la société contemporaine. Le tout est réuni sur un premier CD éponyme, dont les morceaux ont conquis en un rien de temps une vaste communauté de fans. Et si le conte se poursuit, Asa – qui signifie « petit faucon » en yoruba – pourrait bien s'installer d'un coup d'aile au sommet de la pop. Asa : « *Asa* » (Naïve/Musikvertrieb)

Amours et intrigues à Yopougon

(jls) « Dans les années 1970, la vie était douce en Côte d'Ivoire », se souvient la scénariste Marguerite Abouet, née à Abidjan en 1971. C'est à la fin de cette décennie qu'elle a situé la trame de la bande dessinée *Aya de Yopougon*, illustrée par le dessinateur français Clément Oubrerie. Les deux auteurs y racontent, avec humour et subtilité, la vie quotidienne de la jeune Aya et de ses proches à Yopougon, un quartier populaire d'Abidjan. Les dialogues sont émaillés d'expressions locales dont le sens est expliqué dans un lexique. Le premier tome, paru en 2005, montrait Aya absorbée par ses études, tandis que ses deux amies, Bintou et Adjoua, préféraient « gazer » (faire la noce) dans les bars. Cet ouvrage a remporté le prix du premier album du Festival international de BD d'Angoulême. Dans le deuxième tome, paru en 2006, Adjoua vient d'avoir un bébé, mais elle refuse de révéler le nom du véritable géniteur et en confie la garde à Aya. Dans le tome 3, le quartier est en pleine effervescence : on prépare l'élection de Miss Yopougon. Pendant ce temps, la famille d'Aya découvre les deux enfants que le père a eus avec sa maîtresse.

Marguerite Abouet et Clément Oubrerie : « *Aya de Yopougon* », tomes 1, 2 et 3, éditions Gallimard (2005, 2006, 2007)

Vieillir, une bénédiction

(bf) Au Zimbabwe, comme partout en Afrique, l'âge joue un rôle important. Alors que dans d'autres cultures, les gens s'efforcent par tous les moyens de rester jeunes, en Afrique, atteindre un grand âge est une bénédiction. Plus on vit vieux, plus on sera respecté. Ce sont ces valeurs que décrivent Ilija Trojanow et Chenjerai Hove dans leur livre *Guardians of the Soil*, récemment traduit en allemand. Les deux auteurs ont passé beaucoup de temps, souvent des journées entières, à s'entretenir avec les anciens des villages, à écouter les récits de ces femmes et de ces hommes qui parlent du cycle de la vie, des fêtes et des rites traditionnels. Ils ont compris le rôle crucial des ancêtres, leurs liens étroits avec la nature et l'importance de respecter certains tabous. Ce livre offre une rare occasion de découvrir la perception du monde et la spiritualité sur le continent noir, et de jeter un regard sur d'autres réalités de la vie. Ilija Trojanow et Chenjerai Hove : « *Guardians of the Soil: Meeting Zimbabwe's Elders* », éditions Baobab, Harare, 1996 ; « *Hüter der Sonne* », éditions Frederking & Thaler, 2007

La Bourse des bibliothécaires

(jls) Depuis janvier dernier, l'Exchange Library Project (ELP) permet d'échanger des collections de livres sur Internet. Cette plate-forme trilingue (français, anglais, espagnol) est accessible à l'adresse www.e-l-p.org. Elle a été créée par l'organisation franco-américaine Bibliothèques sans Frontières, dont le but est de contribuer au partage du savoir et à la redistribution des richesses

culturelles. L'ELP met en relation l'offre et la demande : d'un côté, des organismes ou des particuliers qui veulent se défaire de fonds documentaires ou de collections ; de l'autre, des bibliothèques intéressées par l'acquisition de livres en dehors du système commercial. Les ensembles bibliographiques proposés doivent comprendre au minimum cinquante ouvrages regroupés autour d'une thématique cohérente. Les bénéficiaires sont soit les bibliothèques de pays en développement, qui n'ont pas les moyens d'enrichir leurs collections, soit celles des pays développés, qui font face depuis quelques années à une forte diminution de leur pouvoir d'achat.

Le « milliard de la cohésion » en images

(jtm) À partir de cette année, la Suisse verse une contribution destinée à atténuer les disparités économiques et sociales au sein de l'Union européenne élargie. Près de la moitié du crédit d'un milliard de francs sera consacrée à la Pologne. Malgré son décollage industriel, ce pays a un gros retard à rattraper, surtout dans les régions périphériques : les infrastructures publiques sont obsolètes et le revenu moyen ne dépasse pas le quart de la moyenne européenne. Prenant les cas de Rabka, ville touristique et rurale, et de la Silésie, région urbaine et industrielle, les réalisateurs Gabriela Neuhaus et Angelo Scudeletti décrivent les effets des réformes structurelles dans le sud de la Pologne. Ils identifient les domaines dans lesquels les fonds alloués pourraient s'avérer utiles.

Films

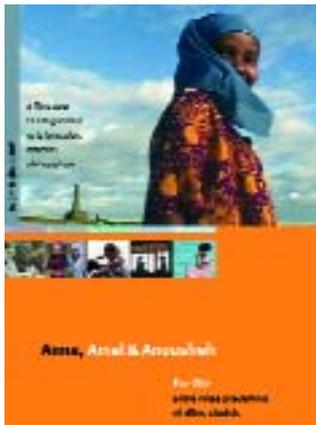


Le reportage est complété par des interviews d'experts des dix pays partenaires et de la Suisse, lesquels s'expriment sur des points importants de la contribution helvétique: qu'en attendent les pays partenaires? à quoi servira-t-elle?

Le DVD «*La contribution suisse à l'élargissement – Reportages et interviews*» peut être commandé pour le prix de 10 francs auprès de la DDC (info@deza.admin.ch)

Être fille ici et ailleurs

L'égalité des chances est un droit humain élémentaire. C'est aussi un levier essentiel de la lutte contre la pauvreté et du développement durable. Le DVD *Anna, Amal & Anousheh* donne un aperçu de la vie quotidienne de fillettes et d'adolescentes dans huit pays: Maroc, Sénégal, Pérou, Allemagne, Pays-Bas, Bénin, Pakistan et Venezuela. En dépit de tous les efforts pour obtenir l'égalité, leur histoire diffère de celle des garçons de leur âge. Les huit films ne brossent toutefois pas un tableau affligeant de la discrimination et de l'exploita-



tion des filles, mais véhiculent un message de courage et d'espoir. Des jeunes filles à la personnalité affirmée y parlent de leur vie avec chaleur et conviction. Le DVD, qui comprend également du matériel pédagogique, fait découvrir aux élèves la situation des héroïnes et les sensibilise aux différents visages de la discrimination selon les cultures.

«*Anna, Amal & Anousheh*», DVD-vidéo avec huit courts métrages et documentaires (env. 160 min.), DVD-Rom avec du matériel complémentaire, des suggestions pédagogiques et des fiches pratiques. Distribution/vente: Éducation et Développement, tél. 021 612 00 81, fed@globaleducation.ch; infos: Films pour un seul monde, tél. 031 398 20 88, www.filmeeineWelt.ch

L'Amérique latine en visite à Locarno

(bej) Le Festival du film de Locarno rassemble depuis plus de soixante ans des milliers de cinéphiles et de professionnels sur les rives du lac Majeur. La DDC soutient pour la sixième année consécutive la section Open Doors, qui vise à améliorer la visibilité des productions cinématographiques provenant de pays en développement ou de régions dans lesquelles l'industrie du film est encore émergente, voire inexistante. Cette plateforme se focalise chaque année sur une aire géographique différente. En 2008, elle portera son attention sur l'Amérique latine, notamment le Pérou, la Colombie, l'Uruguay et le Costa Rica.

Ses activités se déploient principalement à l'abri des regards du public, l'objectif étant de mettre en lien des producteurs et des réalisateurs afin de permettre à des projets de films de se concrétiser. Mais Open Doors dispose également d'un volet public qui propose aux spectateurs une sélection de films provenant de la région sélectionnée.

Festival du film de Locarno, du 6 au 16 août, informations: www.pardo.ch

La vie extraordinaire de Papa Wendo

Wendo Kolosoy, né en 1925, est connu comme le «monument vivant» de la musique congolaise. Celui que l'on surnomme «Papa Wendo» a connu le succès dès 1948 grâce à son tube *Marie-Louise*. Le peuple accordait à cette chanson des vertus magiques, dont celles de réveiller les morts ou de faire danser les génies du fleuve, réputation qui valut à son interprète d'être excommunié par les pères belges. Mais ce n'est là qu'un épisode de sa vie qui est déjà tout un poème. Orphelin très jeune, Wendo fut batelier pendant une dizaine d'années, puis boxeur, avant de devenir chanteur. Dans son portrait de l'artiste, le réalisateur suisse Jacques Sarasin a recueilli les témoignages de proches. Il a filmé des rencontres, des tranches de vie quotidienne au Congo et les retrouvailles de Papa Wendo avec ses musiciens d'alors. Car c'est une anecdote qui sert de fil rouge au film: tancé par sa femme pour qu'il quitte l'ombre de son arbre et



cherche de nouveaux contrats, Papa Wendo décide de recontacter ses anciens compagnons; il rassemble ainsi une trentaine de musiciens, jeunes et moins jeunes, avec lesquels il souhaite remettre la rumba congolaise au goût du jour. Guitares et paten-gués vont à nouveau résonner de Kinshasa jusqu'en Europe. «*On the Rumba River*», DVD, commande et informations: tél. 056 430 12 30 ou www.trigon-film.org

Des spécialistes du DFAE viennent à vous

Divers Souhaitez-vous obtenir des informations de première main sur la politique étrangère? Des spécialistes du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) sont à disposition des écoles, des associations et des institutions, pour leur présenter des exposés et animer des débats sur divers sujets de la politique étrangère. Le service de conférences est gratuit, mais il ne peut offrir cette prestation qu'en Suisse et trente personnes au moins doivent participer à la manifestation. *Service de conférences du DFAE, Service d'information, Palais fédéral ouest, 3003 Berne;* tél. 031 322 31 53/35 80; fax 031 324 90 47/48; info@eda.admin.ch.

Impressum

Un seul monde paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

Éditeur:

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction:

Harry Sivec (responsable)
Catherine Vuffray (coordination globale) (vuc)
Joachim Ahrens (ahj)
Barbara Fournier (for)
Thomas Jenatsch (jtm)

Jean-Philippe Jutzi (juj)
Gabriella Spiri (sga)
Andreas Stauffer (sfx)
Beat Felber (bf)

Rédaction:

Beat Felber (bf-production)
Gabriella Neuhaus (gn) Maria Roselli (mr)
Jane-Lise Schneeberger (jls) Ernst Rieben (er)

Graphisme: Laurent Cocchi, Lausanne

Photolitho: Mermod SA, Lausanne

Impression: Vogt-Schild Druck AG, Derendingen

Reproduction:

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements:

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de: DDC, Médias et communication, 3003 Berne, Tél. 031 322 44 12
Fax 031 324 13 48
Courriel: info@deza.admin.ch
www.ddc.admin.ch

860192226

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total: 53 000

Couverture: Viêt-nam – Frank Heuer/laif

ISSN 1661-1675

Dans le prochain numéro :

La croissance fulgurante enregistrée par l'Asie du Sud-Est ces dernières années place en particulier le Laos et le Cambodge face à des défis majeurs. Notre dossier examine les développements, tant positifs que négatifs, survenus dans la région du Mékong. Il montre quels ont été leurs effets concrets sur les populations locales.



Gianni Bertand/hemis.fr/af